



REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
PDMAS Programme de Développement
des Marchés Agricoles du Sénégal



**Projet de Développement Inclusif et Durable de
l'Agribusiness au Sénégal (PDIDAS)**
**Développement de méthodes d'allocation de terrains par les
communautés rurales
et identification de leurs besoins en assistance technique**
Zones de Gandon et du lac de Guiers

**Livrable A3 : Conception de la démarche pour l'identification et
l'allocation négociée par les CR de nouveaux terrains à des
investissements agro-industriels et aux petits producteurs**

*D'Aquino Patrick
Seck Sidy Mohamed
PDIDAS/CIRAD – 02
Mai 2013*

Sommaire

RAPPEL DU CONTEXTE DES ENJEUX DU CONTEXTE POUR L'ALLOCATION NEGOCIEE..... 5

- 1. Les terres concernées : des espaces sablonneux de l'arrière-pays pastoral5**
- 2. Des expériences diverses d'arrangements fonciers, qui permettent d'établir un corpus de conditionnalités véritablement inclusives et durables7**
- 3. Une forte réticence des populations, suite aux expériences récentes d'agribusiness dans la région8**
- 4. De certains avantages à la situation foncière actuelle8**
 - Une situation foncière de l'agribusiness suffisamment sécurisée pour motiver l'investissement 8*
 - Une situation foncière actuelle qui favorise des contreparties inclusives et durables.. 8*
 - Une situation foncière actuelle qui reconnaît les droits d'usage des populations.... 9*
- 5. Des conditions de faisabilité sociale du PDIDAS très différentes d'une Communauté Rurale à l'autre 9**
 - Une situation d'acceptation sociale extrêmement favorable, la Communauté Rurale de Ndiébène Gandiol..... 9*
 - Une zone enclavée, commune à plusieurs Communautés Rurales qui souhaiteraient y installer le PDIDAS malgré la forte réticence des populations y résidant..... 9*
 - Des Communautés Rurales où de premiers modestes aménagements sont envisageables..... 10*
 - Des Communautés Rurales où les conditions sociopolitiques internes sont trop défavorables..... 10*

1. LES CONDITIONNALITES POUR UN PROGRAMME VERITABLEMENT INCLUSIF ET VERITABLEMENT DURABLE 11

- 1.1. Conditionnalités pour un Projet véritablement inclusif 11**
 - 1.1.1. Un processus de concertation nécessairement long et progressif 11*
 - 1.1.2. Une régularisation préalable de la situation foncière locale 12*
 - 1.1.3. Favoriser la main d'œuvre locale 13*
 - 1.1.4. Des retombées sociales locales de l'agribusiness 13*
 - 1.1.5. Essentiel : un suivi-contrôle inclusif du respect des engagements13*
- 1.2. Conditionnalités pour un Projet véritablement durable14**
 - 1.2.1. Le soutien à l'intensification des productions horticoles familiales 15*
 - 1.2.2. Le soutien à l'intensification des productions animales familiales 17*

3. UNE DÉMARCHE INCLUSIVE POUR L'IDENTIFICATION ET L'ALLOCATION NÉGOCIÉE 19

3.1. Des formes de contractualisation adaptées 19

3.1.1. *Un engagement tripartite PDIDAS/Privés/populations 19*

3.1.2. *Une contractualisation en trois niveaux 20*

3.2. Méthode de concertation pour l'identification et l'allocation négociée 21

3.2.1. *La mise en place sur le terrain d'une équipe spécifique pour la concertation, afin de respecter le « profil bas » qui est suggéré 23*

3.2.2. *Des objectifs de réalisation qui ne peuvent pas être ambitieux pour la première phase 23*

3.2.3. ***Première étape** : Présentation détaillée de la procédure inclusive et durable de contractualisation qui est proposée 24*

3.2.4. ***Deuxième étape** : recueillir les positions des populations sur les localisations socialement acceptables et leurs conditionnalités 25*

3.2.5. ***Troisième étape** : sélectionner parmi les zones socialement acceptables les espaces à plus fortes potentialités 25*

3.2.6. ***Quatrième étape** : établir l' « Accord-cadre d'aménagement » pour l'aménagement concerné, entre le PDIDAS, le Conseil Rural et les représentants des villages concernés 26*

3.2.7. ***Cinquième étape** : régulariser et clarifier la situation foncière sur la zone sélectionnée 27*

3.2.8. ***Sixième étape** : établir les « contrats de désaffectation », entre les exploitants désaffectés, le PDIDAS et le Conseil Rural 28*

3.2.9. ***Septième étape** : identification des privés par aménagement 28*

3.2.10. ***Huitième étape** : procédure de suivi inclusif par le Comité de Sélection et de Suivi..... 30*

4. LES DOCUMENTS À ÉTABLIR POUR UN DOSSIER TYPE DE SÉLECTION D'UNE ZONE D'AMÉNAGEMENT PDIDAS.....31

4.1. Le Dossier Technique d'Aménagement31

4.2. Les procès-verbaux validant l'acceptation sociale32

4.2. 1. *Le procès-verbal de l'atelier ayant recueilli les décisions des populations sur les localisations socialement acceptables et leurs conditionnalités 32*

4.2. 2. *Le procès-verbal de la visite de terrain32*

4.2. 3. *Les procès-verbaux de séances des Conseils Ruraux concernés 32*

4.2. 4. *Les procès-verbaux des séances du Comité de Sélection et de Suivi 32*

4.3. Les documents de contractualisation33

L'Accord-Cadre d'aménagement et son Avenant..... 33

Les contrats PDIDAS de désaffectation..... 33

Les contrats PDIDAS d'affectation 34

4.4. Récapitulatif du contenu du <i>Dossier de Sélection</i> par aménagement	35
5. INNOVATIONS SPÉCIFIQUES À METTRE EN PLACE POUR SOUTENIR LA DÉMARCHE	36
5.1. Clarification foncière des droits locaux sur les zones à aménager.....	36
5.2. Portée et innovations juridiques	38
6. LES OBJECTIFS DE L'OPERATION PILOTE	40
7. ANNEXES	41

RAPPEL DU CONTEXTE DES ENJEUX DU CONTEXTE POUR L'ALLOCATION NEGOCIEE

1. Les terres concernées : des espaces sablonneux de l'arrière-pays pastoral

Au niveau pédologique, les terres à fortes potentialités pour les cultures horticoles sont les terres sablonneuses appelées *dieri* dans la région. Jusqu'aux années 90, ces terres ont été généralement délaissées par l'agriculture intensive irriguée, qui se focalisait sur la riziculture, donc sur les terres lourdes alluviales qui lui sont plus adaptées que les terres sablonneuses. De plus ces terres sablonneuses, par définition plus éloignées de la source d'eau que les terres lourdes alluviales, ont aussi été délaissées parce que trop éloignées d'une source d'irrigation.

Ainsi, jusqu'à la récente montée de l'intérêt horticole, ces terres étaient donc réservées à l'agriculture pluviale et, surtout, à la pratique de l'élevage extensif, qui a été progressivement cantonné sur ces terres au fur et à mesure de l'occupation des terres lourdes du Delta par les périmètres rizicoles. Dans tous les POAS établis ces dernières années dans les Communautés Rurales de la zone, ces espaces sablonneux sont dévolus aux espaces pastoraux et classés en « Zone A Priorité Élevage » (ZAPE) dans la typologie POAS.

Dans les années 2000, la montée en puissance des cultures horticoles a entraîné une extension un peu anarchique des cultures irriguées sur ces terres-là, en particulier autour du Lac de Guiers et dans les quelques formations dunaires insérées au sein des sols lourds du bas delta. Des entreprises privées se sont installées. Cette installation semble avoir été plus socialement acceptée dans le bas delta, où les populations avaient une longue expérience en terme d'agriculture commerciale et ont sûrement pu négocier des arrangements plus durables, que sur les rives du lac de Guiers où, à part quelques exceptions, les tensions sont encore vives aujourd'hui autour de ces installations.

Généralement, ces investisseurs privés ont en très grande partie été installés par les Conseils Ruraux sur les terres les moins occupées par l'agriculture paysanne, donc sans remettre en cause les terroirs d'agriculture pluviale des villageois. Cela signifie une installation dans les espaces entre terroirs, sur les zones pâturées par les troupeaux et où résident les éleveurs.

Aujourd'hui, devant la réussite des cultures horticoles, les villageois veulent installer eux-mêmes pour leur production personnelle, des aménagements horticoles sur leur terroir pluvial, avec l'aide espérée de l'État. Ils ne sont donc pas a priori intéressés à se séparer de leurs terres traditionnelles pour les affecter à des entrepreneurs privés, mais souhaitent au contraire être appuyés pour les mettre en valeur..

Par conséquent, les populations agricoles et les conseils ruraux proposent aux investisseurs privés de s'installer en dehors des terroirs agricoles traditionnels (qu'ils appellent « terres des villages »), dans l'arrière-pays qui était traditionnellement peu ou pas cultivé (qu'ils appellent « terres de la communauté rurale »), autrement dit dans les espaces entre les terroirs traditionnels. Or, ces espaces entre terroirs sont les lieux habituels de pacage des troupeaux d'un élevage, certes extensif, mais qui est l'une des sources importantes de production et de richesse du pays.

On peut donc classer les terres potentiellement concernées par le PDIDAS en trois catégories :

- a. Les terres sablonneuses proches de sources d'irrigation (lac, marigot important) : le front de colonisation de l'agribusiness*

Elles sont en majorité déjà occupées par des investisseurs privés et l'installation privée s'y poursuit à un rythme très important. Cela prouve que sur ces espaces-là, les investisseurs privés n'ont pas besoin d'un soutien particulier pour investir dans l'agriculture horticole, que

ce soit en termes d'infrastructures ou de sécurisation foncière (l'importance des investissements consentis prouve que les privés se sentent suffisamment sécurisés).

Un appui public à l'investissement privé n'est donc socialement pas le bienvenu sur ces zones, les différentes parties n'en n'ayant pas intérêt : les investisseurs privés préférant évidemment rester indépendants d'un Projet public contraignant et les populations souhaitant certes un appui public, mais pour installer leurs propres cultures horticoles, sur les rares espaces encore inoccupés par les privés.

Cependant, il est certain les chartes et guidelines qui seront établis par le PDIDAS pour d'autres espaces pourraient ensuite être utilisés par les différentes parties prenantes de ces zones là pour améliorer l'inclusivité et la durabilité de leurs propres arrangements.

b. Les terres sablonneuses situées entre environ 3 et 6 km d'une source d'irrigation : les « terres hautes » au-delà du front

Amener l'eau dans ces « terres hautes » a un cout prohibitif pour l'investisseur privé. Ce sont donc des espaces encore assez vierges d'installations agricoles intensives, MAIS qui constituent les zones les plus intéressantes pour l'élevage pastoral des populations locales, car encore assez proche d'une source d'eau où les troupeaux peuvent s'abreuver.

Toutefois, avec l'occupation peu contrôlée de la zone proche des sources d'eau (cf. point précédent) où les règles des POAS ne sont pas assez respectées, cette zone est devenue le lieu de tensions extrêmement vives entre agriculture et élevage : la question cruciale à résoudre n'est pas (encore) celle de l'espace disponible pour les troupeaux, mais surtout, celle de l'accès à l'eau pour les animaux, qui nécessite de traverser les champs en bordure des sources d'eau (cf. point a). Les tensions sociales que cela provoque sont socialement très risquées, y compris à l'échelle de larges troubles sociaux, car elles peuvent être sources de dissensions ethniques, déjà palpables, si des précautions et des mesures spécifiques en sont pas prises. La mission de terrain effectuée en Mars-Avril 2013 a observé des dissensions à caractère plus ou moins ethnique qui n'étaient pas visibles dix ans plus tôt. **Il est donc essentiel que le PDIDAS prenne en compte ce risque public et prévoit des mesures spécifiques pour le développement complémentaire de la production animale à partir des zones aménagées, afin d'atténuer la tension et l'impression de laissés-pour-compte que pourrait éprouver une partie de la population.**

c. Les terres sablonneuses situées à plus de 6 km d'une source d'irrigation : le véritable arrière-pays

La problématique distinguant cette zone de la précédente est d'abord technique : quelle faisabilité technique à l'amené de l'eau dans ces zones ? Seule une étude hydraulique pourra identifier dans quelles mesures cela est possible.

La seconde distinction à faire est sociale. Dans la zone précédente, les activités habituelles des populations (agriculture pluviale et pastoralisme) sont sous la pression du front de colonisation de l'agribusiness, beaucoup plus proche. S'inquiétant d'une fermeture de l'espace qui ferait chuter la productivité de leur élevage extensif, les populations sont plus sensibles à une intensification des productions agricoles et pastorales qui pourraient se contenter de moins d'espace. Elles sont donc plus sensibles à des contreparties du PDIDAS allant dans ce sens. Par contre, dans cet arrière-pays situé à plusieurs kilomètres du front d'installation de l'agribusiness, les populations pratiquent des activités agro-pastorales efficaces¹, qui ne sont pas gênées par une fermeture de l'espace, à partir de l'accès à leurs

¹ Cet élevage représente 4 % du PIB national et environ 25 % du PIB agricole. Il concerne 80 % des ruraux.

maigres points d'eau. Il n'y a donc aucun intérêt manifesté par eux pour de quelconques appuis à l'intensification complémentaire de leur élevage, si ce n'est l'amélioration de l'accès à l'eau. Il y a même une forte opposition à la venue de l'agriculture irriguée dans leurs espaces.

2. Des expériences diverses d'arrangements fonciers, qui permettent d'établir un corpus de conditionnalités véritablement inclusives et durables

L'agribusiness horticole est déjà fortement présent dans la zone couverte par le PDIDAS, essentiellement sur trois fronts particuliers de colonisation (voir carte ci-jointe) :

- les zones sableuses du Bas-delta (quelques formations dunaires insérées dans le Delta proprement dit et les formations dunaires périphériques à la zone alluviale),
- les rives du Lac de Guiers,
- les marges du Ndialakhar et les terres du Gandiolais qui sont proches de la nationale Dakar-St Louis.

Ces installations concernent à la fois des entreprises de niveau national, des multinationales étrangères et des Projets soutenus par l'État.

Face au flou de la législation actuelle vis-à-vis de ces installations, chacun construit ses propres arrangements fonciers avec les collectivités locales et les villages concernés. La présence de cette variété de situation a permis aux populations et à leurs représentants de développer une expérience certaine et diversifiée en arrangements fonciers, tout au moins dans les trois zones identifiées ci-dessus.

Cette expérience a tout d'abord permis de sensibiliser les populations à l'intérêt d'une agriculture intensive commerciale. De plus, les acteurs locaux ont globalement acquis une vision assez riche et précise des conditionnalités nécessaires à un développement inclusif et durable (voir chapitre suivant).

Le bilan des conditionnalités pertinentes énoncées par ces Communautés Rurales (voir chapitre suivant) va permettre au PDIDAS de diffuser l'expérience des Communautés Rurales les plus expérimentées aux autres Communautés Rurales. Ces différentes conditionnalités seront en effet proposées dans les documents contractuels soumis aux populations locales dans le cadre d'installation d'aménagements PDIDAS (voir chapitre 4).

On peut classer les conditionnalités pertinentes proposées par les populations locales en cinq catégories :

- les mesures de soutien au développement local (développement social mais aussi appuis à l'intensification des productions paysannes) ;
- une application effective des règles officielles d'occupation de l'espace de la Communauté Rurale (règles du POAS) ;
- une clarification des droits fonciers locaux en préalable à l'affectation pour le PDIDAS,
- l'établissement de statuts fonciers clairs pour les affectataires (privés), qui soient négociés de façon à satisfaire les deux parties (globalement un bail à durée déterminée avec des conditionnalités de mise en valeur) ;
- et la mesure la plus essentielle, vu le contexte local, une organisation efficace pour le respect et le suivi des engagements qui seront pris par les différentes parties, y compris en termes de possibilité de contrainte.

Ces différentes mesures seront détaillées dans la suite de ce livrable (chapitre suivant).

3. Une forte réticence des populations, suite aux expériences récentes d'agribusiness dans la région

Les populations de la région sont profondément marquées par ce qu'elles appellent les différentes « affaires » récentes concernant les conflits entre agribusiness et populations locales. En premier lieu, l'installation houleuse de l'entreprise SenEthanol occupe une place centrale dans toutes les discussions et tous les ateliers que nous avons pu mener. Ce cas justifie pour les populations locales leur méfiance et refus de l'investissement privé, en particulier celui, comme le PDIDAS, soutenu par l'État (comme SenEthanol). D'autres conflits tendus alimentent cette réticence, que ce soit l'« affaire de Foss » (conflit très houleux sur la rive Est du lac de Guiers avec l'entreprise AGRINA Sénégal) ou le contexte tendu de la CR de Mbane.

Étant de contexte, il est actuellement impossible de réussir à ce que les populations acceptent de distinguer le PDIDAS d'un entrepreneuriat privé habituel, quelles que soient les déclarations de bonne intention de la part des intervenants. Tant d'engagements et de promesses faites par des privés n'ayant pas, d'après leurs perceptions, été suivis d'effet, les populations sont devenues trop méfiantes pour se satisfaire d'engagements oraux. De plus, que l'État soit partie prenante du Projet ne les rassure pas, car ils assimilent aussi SenEthanol à un partenariat privé-État.

Contrairement aux populations, les élus locaux sont dans leur grande majorité convaincus de l'intérêt du PDIDAS. Cela signifie que le Projet ne doit surtout pas se limiter à établir le diagnostic sur l'acceptation sociale à partir d'un dialogue avec les Conseils Ruraux. Seules des concertations avec les villages concernés permettent une évaluation réelle de la position des populations et des risques de tensions sociales (voir méthode de concertation proposée au chapitre 3).

Ce contexte très délicat implique que le PDIDAS ne pourra intervenir que très progressivement, commençant par réussir à convaincre une première localité, avec laquelle le Projet mettra ensuite en œuvre une démarche qui soit à tel point inclusive et durable (cf. propositions dans la suite de ce livrable) que les autres localités en soient progressivement convaincues.

4. De certains avantages à la situation foncière actuelle

Une situation foncière de l'agribusiness suffisamment sécurisée pour motiver l'investissement

L'installation d'agribusiness est très importante dans la zone du projet PDIDAS depuis quelques années. On note la présence de très nombreux investisseurs étrangers et de fermes d'agrobusiness, en particulier dans le Delta du Sénégal, les rives du lac de Guiers ou le Gandiolais.

Il est évident que si ces entreprises s'investissent lourdement dans l'agribusiness sur la zone, c'est que les conditions de sécurisation foncière leur paraissent suffisantes. Évidemment, les deux parties se plaignent d'arrangements non respectés et de difficultés, mais au-delà de ces discours, l'élément le plus tangible pour évaluer la sécurisation foncière est le développement exponentiel des lourds investissements que consentent les entreprises depuis plusieurs années pour développer l'agribusiness dans la zone.

Une situation foncière actuelle qui favorise des contreparties inclusives et durables

En fait, ces entreprises obtiennent une sécurisation qui leur paraît suffisante à partir des arrangements fonciers qu'elles négocient avec les populations locales (cf. livrable A1 et A2). En contrepartie de leur sécurisation foncière, les entreprises fournissent des appuis sociaux et

des soutiens aux activités productives des populations (cf. dans le chapitre suivant le détail de ces « conditionnalités »)...Autrement dit de premières conditionnalités dans le sens d'un arrangement plus inclusif et durable.

Or, ces arrangements qui permettent à chacune des parties de se développer reposent sur le flou de la situation foncière actuelle, qui oblige les entreprises à des arrangements fonciers incluant des conditionnalités.

- **Plusieurs privés nous ont ainsi affirmé que s'ils avaient accès à un bail en bonne et due forme, ils ne s'investiraient plus dans l'appui au développement des villages concernés.**

Pour préserver le caractère inclusif et durable qui est l'essence même du PDIDAS, il est donc impératif d'appréhender la question de la sécurisation foncière en y intégrant la préservation des conditionnalités d'appui au développement.

Une situation foncière actuelle qui reconnaît les droits d'usage des populations

Dans la situation foncière actuelle, la négociation des conditionnalités entre l'entreprise et les populations locales prend le plus souvent² en compte les droits d'usage des populations en place, même si celles-ci n'ont pas officiellement enregistré leurs droits.

Pour préserver le caractère inclusif et durable du Projet, il est donc impératif de prévoir dans l'évolution de la réglementation foncière cette reconnaissance des droits locaux (cf. la procédure proposée ci-après dans ce rapport).

5. Des conditions d'acceptabilité sociale du PDIDAS très différentes d'une Communauté Rurale à l'autre

On peut classer les communautés rurales concernées en quatre catégories :

- a. *Une situation d'acceptation sociale extrêmement favorable, la Communauté Rurale de Ndiébène Gandiol*

Tout d'abord, sa population et son Conseil Rural sont vivement intéressés par le Projet. Le Conseil Rural montre d'ailleurs un mode de fonctionnement de qualité (comme en atteste le très faible niveau de conflictualité et la façon de la traiter), qui augure de l'établissement d'accords solides et inclusifs. C'est la seule CR où nous n'imaginons aucune difficulté dans l'acceptation sociale.

Ensuite, vu l'état sinistré de l'agriculture dans la CR, l'installation du PDIDAS aura un impact remarquable sur son développement agricole. Politiquement, cela permettra en outre à l'État d'atténuer les dommages collatéraux de l'ouverture du canal de délestage sur la Langue de Barbarie, qui a entraîné une salinisation croissante des terres, des eaux de surface et de la nappe.

Enfin, la position géographique de la CR fait que la contrainte d'enclavement pour le dégagement des productions agricoles est l'une des plus faibles des huit CR

- b. *Une zone enclavée, commune à plusieurs Communautés Rurales qui souhaiteraient y installer le PDIDAS malgré la forte réticence des populations y résidant*

Il s'agit de l'arrière-pays sablonneux situé entre le Bas-delta et l'extrémité Sud du lac de Guiers (voir carte). Cette zone, qui correspond approximativement à la région du *Thianaldé*,

² Les conflits les plus graves ont lieu lorsque cela n'est pas respecté : Senethanol, AGRINA Sénégal,...

est répartie entre plusieurs Communautés Rurales : Diamar, Fass Ngom, Ngnith et Keur Momar Sarr.

Éloignées des chefs-lieux des CR et enclavées, les populations de ces zones ont souvent peu l'opportunité de participer aux ateliers et réunions organisés dans les chefs-lieux. Elles sont de plus à majorité pastorale et peu impliquées dans les réseaux d'influence des Conseils Ruraux. Les populations de ces zones pratiquent l'agropastoralisme et sont fortement opposées à l'installation de périmètres irrigués d'agribusiness. C'est pourtant dans ces zones que les Conseils Ruraux veulent le plus souvent installer le PDIDAS, car ce sont les espaces actuellement réservés au pastoralisme, donc peu occupés par l'agriculture traditionnelle et par les établissements humains (cf. point 1).

La première conclusion importante à tirer de cette situation est qu'il ne faut pas s'en tenir aux conclusions organisées au chef-lieu pour valider l'accord des populations de ces zones. Le PDIDAS, s'il souhaite intervenir dans cette zone, devra s'investir lourdement dans une large animation auprès des populations et des villages de la zone et en évitant que l'expression des populations ne soit faussée par l'influence des élus locaux. De plus, pour tenter d'avancer dans une concertation constructive avec ces populations très réticentes, le PDIDAS devra intégrer dans ses propositions des aménagements pastoraux s'il souhaite avoir quelque chance de succès (voir méthodologie au chapitre 3).

c. Des Communautés Rurales où de premiers aménagements modestes sont envisageables

Il s'agit de CR situées sur les rives du Lac de Guiers (Ngnith, Keur Momar Sarr et Syer).

Les rives du Lac sont actuellement très occupées par l'agribusiness. Les populations locales sont ainsi très au fait de l'intérêt de l'agriculture intensive commerciale et des avantages qu'elles peuvent tirer de l'agribusiness. Cependant, du fait même de la présence déjà importante de l'agribusiness, il existe peu d'espaces disponibles sur les rives du lac. De plus, la présence de l'agribusiness a convaincu les populations de l'intérêt de s'investir elles-mêmes dans l'horticulture commerciale sur leurs propres terres, c'est-à-dire sur les derniers espaces des rives du Lac qui ne sont pas encore occupés par l'agribusiness. Les populations locales expriment leur total désaccord pour l'ouverture de ces derniers espaces à l'agribusiness.

D'autres zones peuvent être accessibles, comme détaillées dans le chapitre 1 précédent : les terres sablonneuses situées à plus de 3 km du Lac (les « terres hautes »), sur lesquelles l'investissement nécessaire pour amener l'eau est hors de portée des populations comme des privés. Cependant, ce sont donc des espaces encore assez vierges d'installations agricoles, et qui constituent du coup les zones les plus intéressantes pour l'élevage pastoral des populations locales, car encore assez proche d'une source d'eau où les troupeaux peuvent s'abreuver. Cette zone est ainsi devenue le lieu de tensions extrêmement vives entre agriculture et élevage et il est essentiel que le PDIDAS prévoit des mesures spécifiques pour le développement complémentaire de la production animale à partir des zones aménagées.

d. Des Communautés Rurales où les conditions sociopolitiques internes sont défavorables

Il s'agit avant tout de la CR de Gandon. Cette CR a certes une certaine expérience en arrangements fonciers (voir livrable A1 et annexe 1 de ce rapport), mais l'état de déshérence et de tensions politiques du Conseil Rural actuel obère toute possibilité de dialogue réel et collaboration solide. Dans les conditions actuelles, il est même impossible d'obtenir de la part

des représentants des populations une réponse solide et cohérente sur les zones sur lesquelles le PDIDAS pourrait s'installer.

Cependant, la mission a pu évaluer que les zones potentiellement aménageables se situent dans la zone de Ndiakhar, mais il n'est actuellement pas possible d'organiser un processus d'identification et d'allocation négociée solide, compte tenu de l'ambiance sociopolitique actuelle du Conseil Rural.

Autre cas problématique, la CR de Mbane. En effet, elle connaît actuellement une situation institutionnelle et politique très tendue, où aucun projet n'est possible pour l'instant. La Délégation Spéciale mise en place pour diriger la Communauté Rurale, en l'absence de Conseil Rural³, ne fonctionne même plus⁴. Cependant, si cette situation se règle, la zone pourrait être ouverte à une installation raisonnable et réfléchie d'agribusiness, selon des critères clairs d'inclusivité et de durabilité.

1. LES CONDITIONNALITES POUR UN PROGRAMME VERITABLEMENT INCLUSIF ET VERITABLEMENT DURABLE

Ce chapitre récapitule les différentes conditionnalités qui participeront à l'établissement de conditions inclusives et durables, vis-à-vis des populations locales. Cette exigence d'inclusivité et de durabilité constitue l'identité même du PDIDAS et doit donc être soigneusement traité.

Tout l'enjeu du Projet (et particulièrement de la méthode présentée dans la suite de ce livrable) est de réussir à mettre en œuvre ce type de conditionnalités sans diminuer l'efficacité de son appui à l'agribusiness.

C'est dans cette perspective qu'il faut envisager les conditionnalités suivantes. Elles sont présentées de façon exhaustive, mais cela ne signifie pas qu'elles soient toutes obligatoires pour un arrangement donné : l'objectif est de donner aux différentes parties prenantes des concertations, aménagement par aménagement, le recul nécessaire sur les conditionnalités permettant véritablement un processus inclusif et durable (voir aux chapitres 3 et 4 les supports pour prendre en compte de façon opérationnelle ces conditionnalités).

1.1. Conditionnalités pour un Projet véritablement inclusif

1.1.1. Un processus de concertation nécessairement long et progressif

Comme diagnostiqué dans les livrables précédents et résumé dans le chapitre d'introduction ci-dessus, la situation sociale est extrêmement délicate vis-à-vis du PDIDAS et l'acceptation locale n'est pas encore réellement obtenue. La méthode de concertation à mettre en œuvre doit donc être très prudente et progressive.

En ce qui concerne la démarche de concertation, il convient avant tout, de noter deux éléments primordiaux :

- a. Les membres du Conseil Rural, et particulièrement les Présidents de Conseils Ruraux (PCR) ne représentent pas du tout le point de vue des populations sur le PDIDAS.*

Les élus locaux sont dans leur grande majorité convaincus de l'intérêt du PDIDAS et peuvent fausser l'expression des populations sur le sujet. Nous avons même assisté à des séances où

³ Le Conseil Rural a été dissout suite à un redécoupage administratif, dans des conditions de tensions locales très fortes.

⁴ Le gouvernement a démis le Président de la Délégation Spéciale. Sans président, cette délégation ne peut plus fonctionner.

un PCR énonçait des menaces à peine voilées auprès des chefs de village pour qu'ils acceptent le Projet : « n'oubliez pas que vous êtes nommés par l'État et que c'est un projet de l'État ».

Lorsque l'objectif des concertations est d'obtenir un véritable accord des populations locales dans les zones concernées par le Projet, pour éviter des troubles par la suite et respecter entièrement les clauses d'inclusivité, il est donc impératif d'organiser des concertations directement dans les villages concernés et sans l'influence du Conseil Rural (voir au chapitre 3 la méthode proposée).

b. Contrairement aux Conseils Ruraux, les villageois des zones agropastorales sablonneuses visées par le Projet (cf. introduction) sont majoritairement opposés à l'installation d'agribusiness.

Cela signifie d'abord que la sélection par la Communauté Rurale de zones potentielles pour l'installation du PDIDAS n'est pas nécessairement fiable et que seules des concertations au niveau des villages concernés, et sans être faussées par l'expression des membres du Conseil Rural, pourront valider ou invalider ces choix.

Cela signifie ensuite que ces concertations seront nécessairement longues, sur plusieurs mois, et n'aboutiront pas à tous les coups, au moins dans la première phase du projet : des réalisations réussies dans une zone donnée pourront ensuite plus facilement convaincre d'autres villages.

1.1.2. Une régularisation préalable de la situation foncière locale

En ce qui concerne le renforcement de la sécurisation foncière de l'agribusiness, les concertations entreprises sur le terrain montrent que la notion de bail à durée déterminée avec conditionnalités de mise en valeur est en général acceptée par les populations. Cela est un élément favorable pour les futures concertations sur l'évolution du statut foncier des terres attribuées aux agribusiness.

Cependant, pour l'instant les populations restent sur une proposition de bail sur trois à dix ans, afin de sécuriser leurs droits fonciers locaux antérieurs sur les terres louées.

- C'est d'ailleurs un élément important sur laquelle toute évolution de la réglementation foncière devra se pencher délicatement : **comment prendre en compte les droits fonciers locaux sur les terres sur lesquelles des baux pourraient être attribués par l'État ou les collectivités locales ?** Il est évident que ne pas prendre en compte ces droits locaux sera vécu par les populations locales comme une dépossession de leurs terres ancestrales et entraînera des troubles sociaux très importants, dans un contexte local déjà extrêmement tendu.

Ainsi, pour les populations locales la « régularisation ⁵ » de leurs droits fonciers coutumiers et la clarification de la situation foncière locale en un préalable à toute nouvelle installation. C'est une demande très forte qui est apparue dans toutes les Communautés Rurales concernées et l'une des premières conditions posées par les populations pour l'acceptation du PDIDAS sur leurs terres. Avant d'autoriser toute nouvelle attribution dans les zones concernée, les populations souhaitent une régularisation, clarification et mise à plat des affectations en cours (et sûrement accompagnée d'une reconnaissance des droits traditionnels qui ne sont pas encore reconnus par une affectation officielle). Il est d'ailleurs à noter que le passage de la mission du PDIDAS conduite par le Ministère de l'agriculture en fin d'année

⁵ Les conseils ruraux procèdent actuellement à des régularisations, consistant à affecter par délibération à un individu, à une famille, voire à un village, les terres exploitées ou détenues traditionnellement.

2012 a entraîné un mouvement général de demandes d'affectation et de régularisation de la part des populations locales, afin de se faire reconnaître des droits officiels sur leurs terres ancestrales.

Le traitement de ces demandes semble d'ailleurs enlisé au niveau des Conseils Ruraux, ces derniers se sentant peut-être en porte-à-faux, face à cette réaction des populations qui pourrait gêner dans leur idée, la future installation du PDIDAS...

La régularisation et la clarification de ces droits fonciers locaux apparaît donc indispensable pour lever les difficultés locales. Le Projet pourra s'appuyer sur les acquis des programmes existant de sécurisation foncière dans la Vallée pour cela (PACR, MCA, 3PRD : cf. livrable A2). Des propositions seront faites à ce sujet dans le dernier chapitre du présent document.

1.1.3. Favoriser la main d'œuvre locale

a. Main d'œuvre non qualifiée

C'est une conditionnalité déjà présente dans tous les arrangements fonciers existants : une priorité donnée à l'embauche des populations locales. Dans les CR ayant une longue expérience de la présence d'entreprises d'agribusiness, cette conditionnalité s'enrichit d'un élément intéressant à noter : la participation au transport du personnel sur les zones de travail, qui devient une contrainte matérielle importante, y compris pour l'entreprise, aux périodes de grands travaux (récoltes par exemple).

b. Appuis à la qualification de la main d'œuvre

Les entreprises privées éprouvent des difficultés dans leurs relations avec les populations locales car il leur est parfois impossible de satisfaire à l'exigence d'embauche de main d'œuvre locale parce que celle-ci n'est pas assez qualifiée. D'un autre côté, c'est la réussite de cette priorité à l'embauche locale qui peut faire durablement accepter l'agribusiness dans le paysage local.

Il existe dans la zone un centre efficace de formation des agriculteurs⁶. Il doit être assez facile pour projet public de l'ampleur du PDIDAS d'intégrer dans ses activités des actions de partenariat PDIDAS-CIFA-Privés-Collectivités locales, pour des activités de formation professionnelle spécifiquement orientées vers les besoins des entreprises d'agribusiness. C'est une action importante pour l'insertion sociale durable des activités d'agribusiness dans la zone.

1.1.4. Des retombées sociales locales de l'agribusiness

C'est une conditionnalité classique dans ce type d'arrangement : soutien à la construction d'infrastructures socio-économiques (écoles, cases de santé, mosquées...)

1.1.5. Essentiel : un suivi-contrôle inclusif du respect des engagements

La forte méfiance des populations vis-à-vis du PDIDAS, et de l'agribusiness en général, ne pourra être suffisamment atténuée par la seule formulation initiale de conditionnalités, si inclusives et durables soient elles. En raison des expériences vécues ou entendues, les populations ont maintenant acquis la conviction que, quelle que soit la qualité des engagements pris, tout dépend de leur respect et de la capacité à les faire respecter. Beaucoup de privés ont bénéficié de terres, mais n'ont pas respecté leurs engagements par la suite, et de la même façon, des conditionnalités établies de concert entre privés et représentants des

⁶ Le CIFA (Centre Interprofessionnel pour la Formation aux Métiers de l'Agriculture).

populations peuvent être remis constamment en question par n'importe quel acteur local, au détriment des privés. Enfin, des représentants locaux, Conseil Rural et chefs de villages, peuvent établir un accord avec des entreprises et les installer sur des terres, sans que les populations concernées par ces terres ne soient en réalité impliquées.

- **Par conséquent, la mise en place d'un suivi et d'un contrôle des engagements qui implique directement les populations concernées est une conditionnalité essentielle à la réussite de l'insertion progressive du PDIDAS, et plus globalement de l'agribusiness, dans le contexte local.**

C'est un élément important à la fois pour diminuer la méfiance des populations et pour la sécurisation des privés qui s'engagent dans des arrangements socialement acceptables. C'est vraiment un point essentiel pour le PDIDAS, qui ne pourra obtenir la confiance de populations qu'en présentant une procédure de respect des engagements qui convaincra les populations, en les faisant y participer.

1.2. Conditionnalités pour un Projet véritablement durable

Nous nous penchons ici sur la participation du PDIDAS au développement économique de la zone. Dans ce domaine, nous considérons que la justification du terme de durabilité dans l'intitulé du PDIDAS est de s'appuyer sur l'installation de l'agribusiness pour booster l'intensification des productions familiales.

Ce constat s'appuie sur trois points essentiels :

- il est difficile dans le cadre du Projet, de justifier auprès des populations locales la cession de leurs terres à d'autres si en contrepartie cela ne participe pas au développement et à l'intensification de leurs propres productions. Participer à cette intensification est l'un des éléments qui pourrait progressivement convaincre les populations de l'intérêt du Projet ;
- le Projet doit viser également un impact global sur l'amélioration de la sécurité alimentaire. Les productions de l'agribusiness participent souvent très peu à cette sécurité alimentaire, car elles sont destinées soit à l'exportation soit à des biocarburants. L'effet de cet accroissement de l'activité économique sur la sécurisation alimentaire des populations locales sera très indirect et particulièrement difficile à évaluer dans les conditions actuelles d'information socio-économiques (voir livrable A1). Par contre, les productions locales dans la zone concernée par le Projet (maraîchage et lait) ont une grande valeur nutritive et leur intensification améliorera considérablement la sécurité alimentaire non seulement de la zone concernée, mais du pays (la zone d'implantation du PDIDAS exporte ses productions locales dans tout le pays, et particulièrement à Dakar) ;
- le Projet doit porter un intérêt au développement d'un tissu productif local de qualité, en aidant à la professionnalisation des acteurs économiques de ces filières locales et au développement d'un marché local de consommation.

Pour ces différentes raisons, il nous paraît impératif de prendre en compte les conditionnalités visant le développement économique local que les populations locales ont proposé lors de nos ateliers, que ce soit pour leur acceptation du PDIDAS ou pour son impact sur le développement économique et la sécurisation alimentaire du pays. Ces conditionnalités sont les suivantes.

1.2.1. Le soutien à l'intensification des productions horticoles familiales

Alors que l'appui du PDIDAS à l'agribusiness aura un impact sur les filières d'exportation, les conditionnalités listées ci-après visent un impact sur la structuration et l'intensification des filières horticoles locales.

a. L'accès des exploitations familiales horticoles aux périmètres irrigués du PDIDAS

Les termes de cette conditionnalité sont encore difficiles à établir définitivement et devront résulter d'une négociation spécifique sur chaque zone d'aménagement, une fois que les populations auront définitivement acceptées l'installation du PDIDAS sur leurs terres (cf. ci-après au chapitre 3 la méthode de concertation et au chapitre 4 le dossier type proposé).

Pour les exploitations détendant des droits sur les parcelles qui seront attribuées au PDIDAS, la « règle du 1/3 » semble négociable : étant donné que l'aménagement des parcelles accroîtra considérablement la production à l'hectare, l'ancien affectataire peut se voir attribuer 1/3 de la superficie anciennement possédée. Cela signifierait qu'un 1/3 du périmètre aménagé serait attribué aux exploitations familiales anciennement en place sur la zone. Mais cela reste à préciser dans chaque zone d'aménagement, à partir des concertations spécifiques qui y seront menées (cf. chapitres 3 et 4).

Autre élément, en l'état actuel du projet, la position du Projet en matière de prise en charge de l'aménagement de ces terres attribuées aux exploitations familiales n'est pas claire pour les populations locales : Est-ce le Projet qui va aménager ces terres et les rétrocéder aux paysans ? Est-ce le(s) privé(s) ?

Pour les populations, la prise en charge de cet aménagement par le Projet ou le privé est une des contre parties évidentes de la cession de leurs terres à l'agrobusiness. La question qui se pose alors pour elles et qui doit être discutée est de savoir jusqu'à quel niveau (secondaire ou tertiaire) sera réalisé cet aménagement.

De leur côté, beaucoup des privés enquêtés déclarent que la rentabilité économique de leur investissement ne supporterait pas qu'ils prennent en charge l'aménagement tertiaire si 1/3 de celui-ci ne leur ait pas ensuite attribué.

- **Nous abordons là un élément structurant du projet sur lequel nous reviendrons plusieurs fois : le plus raisonnable pour la réussite du Projet serait de concevoir les futures contractualisations et engagements entre parties prenantes comme des engagements tripartites, entre le Projet, les privés et les populations locales, et non pas seulement une contractualisation entre privés et populations locales.**

Ainsi, dans chaque nouvel aménagement l'État et les privés pourraient établir, à partir des conditionnalités locales chaque fois différentes (selon des critères autant techniques – hydraulique, pédologiques...- et économiques - assise financière des Privés intéressés- que sociaux) la partie de l'investissement qui pourra être prise en charge par les privés et celle qui devra être prise en charge par l'État (via le PDIDAS) pour répondre à toutes les conditionnalités nécessaires pour la réussite et l'acceptation durables de l'aménagement.

b. Faciliter l'accès aux intrants pour les exploitations familiales et la commercialisation

Réalisant une économie d'échelle, l'agribusiness avec ses grandes exploitations obtient les intrants pour ses productions à un prix plus intéressant que les petits producteurs. Dans plusieurs zones, les populations proposent comme conditionnalité l'établissement d'un accord entre le(s) privé(s) et les exploitations familiales locales pour la revente à prix coutants par les

privés des intrants aux exploitations familiales. Pour les exploitations familiales, ce n'est pas uniquement une question de prix mais aussi de disponibilité : la distribution locale des intrants (semences comprises) connaît des dysfonctionnements qui perturbent le respect des calendriers agricoles, donc l'intensification correcte des productions

L'enjeu est donc de bénéficier de la filière d'approvisionnement maîtrisée par les privés pour booster les filières locales d'intensification horticole. Il est vrai qu'augmenter de 10 ou 20% la commande d'intrants ne posera pas beaucoup de difficultés aux privés et qu'il n'y a aucun risque financier à les revendre à prix coutant. Par contre, cela aidera la production locale à bénéficier des intrants nécessaires à son intensification...et favorisera l'acceptation sociale du Projet et des privés.

En aval de la production, les réseaux commerciaux de l'agrobusiness peuvent favoriser le l'écoulement des productions des exploitations familiales. Dans ce domaine, les populations locales proposent comme conditionnalité l'établissement d'accords dans lesquels le privé achètent tout ou partie des productions des exploitations familiales, pour autant qu'il s'agisse des mêmes spéculations que celles du privé et que la production réponde aux normes de qualité requises.

En plus de l'intensification résultant de l'irrigation et de l'utilisation d'intrants de qualité (semences, engrais, etc.), l'appui, l'information et la formation autour des normes de qualité de produits agricoles, vont constituer une valeur ajoutée importante du PDIDAS pour la production horticole dans le bas Delta et autour du Lac de Guiers.

c. Améliorer la technicité de l'agriculture horticole locale

Le premier impact potentiel du PDIDAS concerne l'appui au potentiel local en agribusiness, auprès des cadres sénégalais. Il existe en effet des formations en agronomie à l'Université de Saint Louis et Thiès, en particulier des licences professionnelles visant spécifiquement le développement de capacités entrepreneuriales en agriculture. Il sera aisé pour le Projet d'établir des partenariats avec ces formations supérieures et les privés, de façon à soutenir la qualification des étudiants (stages en entreprise chez les privés, embauche potentielle à la fin des études...).

De plus, des jeunes issus de ces licences professionnelles se sont déjà installés dans la Vallée pour établir des entreprises agricoles. Le Projet pourrait par conséquent soutenir l'installation de jeunes diplômés de ces formations agronomiques locales sur les périmètres PDIDAS, certes par l'affectation de parcelles mais peut-être aussi par le soutien financier à l'investissement (garantie bancaire par exemple).

Une autre conditionnalité proposée par les populations locales vise un second type d'impact sur la technicité de l'agriculture. Il s'agit de développer des échanges techniques de proximité (voire des formations ciblées) entre les privés et les exploitations familiales de la zone (sur le traitement contre un ravageur, l'utilisation efficace d'un intrant, etc.). Il est évident que ce type d'échange technique bénéficiera aux deux parties : si les exploitations familiales jouxtant un privé ne pratiquent pas une lutte efficace contre un ravageur, le traitement mis en place par le privé risque d'être beaucoup moins efficace.

La conditionnalité proposée par les populations locales à ce sujet est de prévoir des séances d'information/formation techniques annuelles, où le personnel qualifié des entreprises d'agribusiness dispenserait des conseils techniques aux exploitations familiales pratiquant les mêmes types de cultures. C'est là une conditionnalité qui impacte très peu la rentabilité de l'investissement du privé et qui aura un effet d'entraînement très important, que ce soit sur l'amélioration des filières locales ou l'acceptation sociale du Projet.

Enfin, une troisième conditionnalité concerne des actions de formation professionnelles plus poussées que ces rencontres annuelles, qui viseront spécifiquement certains publics prioritaires, comme les jeunes paysans et les femmes. Ces formations professionnelles doivent concerner autant les techniques agricoles que les techniques de gestion des exploitations. Or, il existe deux centres de formation dans la zone spécialisés dans l'appui aux agriculteurs sur des deux thématiques : le CIFA pour les techniques agricoles et le CGER⁷ pour les outils de gestion.

d. Amélioration des infrastructures routières

C'est peut-être la conditionnalité qui aura le plus d'impact sur le développement de la production agricole, que ce soit celle de l'agribusiness ou celle des filières locales. En effet, l'impact concernera toutes les productions agricoles de la zone, en particulier en agribusiness, bien au-delà des entreprises et exploitations familiales concernées par les périmètres PDIDAS.

Deux axes sont à améliorer prioritairement :

- la Route Ngnith-Louga
- la piste Ndimbou (sur axe Ngnith-Keur Momar Sarr)- Thianaldé.

En dehors de ces deux axes, des pistes de production sont également à envisager dans les différentes zones d'implantation du projet de sorte à raccorder les périmètres de production aux axes routiers permettant l'évacuation des produits horticoles qui sont par nature fragiles et périssables pour la plupart.

1.2.2. Le soutien à l'intensification des productions animales familiales

Cet objectif n'était pas prévu dans le PDIDAS. Cependant, vu le contexte et la forte sensibilité à cette question d'une part importante de la population de la zone du Projet, il est indispensable de l'inclure, pour les deux raisons suivantes.

■ Pour l'acceptation sociale du Projet

Les zones visées par le PDIDAS sont essentiellement des espaces où l'activité pastorale est prédominante. Il est impossible d'envisager une acceptation sociale du projet, qui par son occupation de l'espace et des points d'eau va diminuer les moyens de production de l'élevage, sans une contrepartie bénéfique sur l'intensification des productions animales. C'est l'un des éléments essentiels pour tenter d'obtenir l'acceptation du Projet dans les zones, nombreuses, où les populations y sont encore très réticentes (cf. introduction). D'ailleurs, les privés qui ont réussi leur installation dans la zone pratiquent déjà ce soutien aux productions animales (voir *infra* détails des mesures aux points a à c).

Il est important de noter que la pression de l'agribusiness sur ces zones, qui ne cesse d'augmenter depuis quelques années, aiguise dangereusement les conflits entre agriculture et élevage, avec des risques de cristallisation en conflits ethniques qui se font de plus en plus sentir, les éleveurs peul se considérant de plus en plus exclus de l'espace au profit de l'agriculture et des agriculteurs en majorité wolof ou étrangers à la zone, tandis que les agriculteurs d'origine wolofs accusent de plus en plus l'ethnie peule de bloquer leur développement (une qualification ethnique des maux qui était beaucoup moins visible il y a quelques années !).

Sans l'intégration d'un soutien aux productions animales, l'arrivée du PDIDAS dans ce contexte va accroître dangereusement les tensions en décuplant la superficie agricole, en

⁷ Centre de gestion et d'Économie Rurale

particulier dans des zones jusqu'à présent relativement préservées de l'agriculture. En revanche, en proposant un modèle de développement couplant le développement de l'horticulture irriguée à celui des productions animales, le PDIDAS posera les bases d'une sortie de crise.

▪ Pour améliorer l'impact économique du Projet sur les productions locales

L'activité pastorale est la production actuellement la plus rémunératrice sur les espaces de l'arrière-pays sablonneux visés par le Projet. C'est une production qui a un rôle crucial dans le maintien d'une certaine sécurité alimentaire des populations locales, en fournissant les protéines nécessaires, en particulier pour lutter contre la malnutrition infantile. Le PDIDAS aura un impact économique plus important en participant, conjointement au développement des cultures horticoles, à la sécurisation et l'intensification des productions animales.

- Ainsi, l'intégration dans le PDIDAS d'un appui à l'intensification des productions animales permettra au Projet de poser les bases d'un nouveau modèle de développement inclusif et durable entre agribusiness et agropastoralisme familial.

Ce modèle est basé sur les trois mesures opérationnelles suivantes.

a. *Un soutien à l'application effective des règles du POAS*

Chaque Communauté Rurale de la zone du PDIDAS a bénéficié ces dernières années, d'un appui de la SAED et du PACR pour l'établissement de son *Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols* (POAS). Ce plan, élaboré suivant une démarche participative pilotée par le Conseil Rural, regroupe une charte locale de règlementation et un zonage d'occupation des sols (voir exemple en annexe 6) dont l'enjeu prioritaire est de régler la compétition spatiale entre les activités agricoles et pastorales (problème prioritaire de toute la région). Ce Plan identifie et protège les voies de passage du bétail et d'accès aux points d'eau, spécifie tout une série de règles communes pour éviter les dégâts aux champs des troupeaux (par exemple des dates de début et de fin de saison de culture) et subdivise le territoire de la Communauté Rurale en zones « à priorité élevage » (ZAPE) ou « à priorité agricole » (ZAPA). Le respect de ce Plan par toute nouvelle installation agricole limite considérablement tout problème de dégâts aux champs et de conflits avec les éleveurs. Il est en principe prévu une réactualisation du POAS tous les cinq ans, pour tenir compte des évolutions au sein du territoire de la communauté rurale.

Malheureusement, ce Plan n'est pas assez respecté. Nous avons par exemple rencontré des privés qui ont installé leurs champs directement sur un accès au point d'eau pour les troupeaux et qui abattent les bêtes qui traversent leurs champs. De même, des périmètres irrigués financés par des projets publics s'installent sur des zones « à priorité élevage » sans prendre en compte ni les besoins de cet élevage, ni les mesures conservatoires prévues dans les règles du POAS..

Cette situation signifie que ce ne sont pas seulement les privés qui ne respectent le Plan, mais que certains Conseils Ruraux eux-mêmes, en affectant les terres aux investisseurs, ne le respectent pas ou n'ont pas les moyens de contrainte pour le faire respecter.

Le PDIDAS, en mettant en place des mesures favorisant le respect des règles des POAS au niveau de ses zones d'implantation, aura un impact indirect extrêmement utile pour favoriser une gestion locale durable des ressources naturelles bien au-delà des périmètres occupés. Cela aura un effet de sensibilisation auprès des différents acteurs sur les règles POAS et surtout les moyens de les faire respecter (voir *infra* fonctionnement du *Comité de Sélection et de Suivi*).

b. *La mise à disposition de points d'eau pour le bétail*

C'est une mesure que pratiquent déjà les privés les plus sensés installés sur la zone. Elle consiste à dériver une petite partie de l'eau d'irrigation dans des abreuvoirs aménagés en périphérie des cultures irrigués. Cette mesure devra être incluse dans le cahier des charges des privés (cf. chapitre 4).

c. *La mise à disposition des sous-produits agricoles de l'agribusiness*

C'est aussi une mesure que pratiquent déjà les privés les plus sensés installés sur la zone. Elle consiste à mettre gratuitement à disposition des élevages de la zone les sous-produits des récoltes (fanés, pailles...). Au-delà de favoriser l'acceptabilité sociale, cette mesure a un impact important sur l'intensification de la production animale. Les sous-produits agricoles ont une forte valeur nutritive et, combinées à la mise à disposition de points d'eau pour le bétail, elles permettent pour les éleveurs de la zone d'initier un élevage plus intensif pouvant se contenter de moins d'espace (à cause l'occupation de l'espace par les périmètres agricoles irrigués).

d. *Le développement d'une intensification fourragère pour des filières lait locales*

À ce sujet, il faut noter la présence sur le zone du PDIDAS de partenaires du développement (pilotés par l'ONG GRET) qui interviennent dans l'appui à cette intensification animale en soutenant en partenariat avec des entreprises laitières privées nationales et internationales le développement d'une filière « lait local » suffisamment rémunératrice pour motiver un investissement dans l'intensification.

Le PDIDAS pourra tisser un partenariat avec ces partenaires pour une action plus efficace, qui pourrait aller jusqu'à l'inclusion pilote de cultures fourragères irriguées sur la partie des périmètres PDIDAS dédiée aux exploitations familiales détenues par des agropasteurs.

3. UNE DÉMARCHE INCLUSIVE POUR L'IDENTIFICATION ET L'ALLOCATION NÉGOCIÉE

3.1. Des formes de contractualisation adaptées

3.1.1. Un engagement tripartite PDIDAS/Privés/populations

Les documents de référence du Projet PDIDAS suggèrent l'établissement de contrats (arrangements fonciers) entre Privés et populations. Cependant, la nature des conditionnalités exposées ci-dessus amènent à proposer une évolution de la nature des parties prenantes, afin d'une part d'éviter aux privés de supporter toutes les conditionnalités et d'autre part de respecter les conditionnalités nécessaires aux populations locales pour accepter le projet (inclusivité) et se développer (durabilité).

En effet, les conditionnalités indispensables à la réussite du Projet sont trop lourdes pour être entièrement supportés par les Privés. Il est évident que ces derniers n'ont pas à assumer toute la responsabilité d'une politique de développement de la zone, alors que cet objectif d'inclusivité et de durabilité est l'essence même du PDIDAS.

- Le PDIDAS aura donc un rôle dans les négociations, aménagement par aménagement, pour la prise en compte des conditionnalités négociées avec les populations locales, afin de compléter sur les fonds PDIDAS, la partie de l'effort nécessaire au respect des conditionnalités qui sera hors de portée des Privés.

La formule globale de contractualisation à viser sera donc la suivante :

- Comme spécifié dans les documents de référence du PDIDAS, la contractualisation sera contextualisée et spécifique à chaque cas de périmètre irrigué PDIDAS ;
- Lors de la localisation, puis de l'installation d'un périmètre irrigué dans une zone, la concertation pour l'établissement d'un engagement contractualisé s'effectuera entre le PDIDAS, les privés et les représentants de la population locale⁸ (voir aux chapitres suivants pour les détails) ;
- Dans chaque cas, le processus de négociation entre ces trois parties spécifiera la façon de prendre en compte les conditionnalités souhaitées par les populations pour la zone considérée⁹. Il comprendra une répartition des engagements entre Privés, PDIDAS et populations locales pour la réussite de ces conditionnalités (voir détails aux chapitres 3 et 4).

3.1.2. Une contractualisation en trois niveaux

La formule globale de contractualisation présentée doit être découpée en trois niveaux pour rester opérationnelle. En effet, les engagements nécessaires pour la mise en œuvre des périmètres irrigués du PDIDAS doivent combiner des accords de différente nature : accord social acceptant l'installation d'agribusiness contre des contreparties contribuant au développement local, accord des anciens affectataires des terres sur les conditions de leur désaffectation, accord foncier sur le nouveau statut foncier des terres affectées. Chacun de ces types d'accord concerne des parties prenantes différentes, ce qui implique d'établir **une contractualisation en trois niveaux**.

Une contractualisation en trois niveaux, chacun concernant des arrangements et des parties prenantes spécifiques :

- Un « *Accord-cadre d'Aménagement* », traitant des conditions d'installation et d'acceptation d'un périmètre irrigué du PDIDAS dans la zone concernée, à établir entre le PDIDAS, le(s) Conseil(s) Rural(ux) et les représentants de tous les villages concernés ;
- Des « *Contrats de désaffectation PDIDAS* », sécurisant l'accord avec chaque usager qui était précédemment installé sur la zone où le périmètre va être aménagé, à établir entre chaque usager désaffecté, le PDIDAS et le Conseil Rural concerné ;
- Des « *Contrats d'affectation PDIDAS* », sécurisant l'installation de chaque privé sur l'aménagement, à établir entre chaque privé concerné, le PDIDAS et le Conseil Rural concerné.

Cette contractualisation en trois niveaux cumule plusieurs avantages :

- Elle permettra aux entrepreneurs privés de ne pas supporter les coûts de transaction avec les populations locales, ainsi que les risques permanents de remise en question de la transaction, puisqu'ils ne seront pas directement concernés dans la contractualisation avec les populations locales, c'est-à-dire l'*Accord-cadre*

⁸ La forme de représentation des populations locales dans ces contractualisations est détaillée dans le chapitre 4.

⁹ À partir de l'ensemble de conditionnalités définies dans l'étape précédente de concertation (voir détails dans les chapitres suivants).

d'Aménagement, contractualisé entre les pouvoirs publics (PDIDAS, Conseils Ruraux et Autorités administratives) et les représentants des villages. Les privés s'engageront pour leur part avec le Projet et le Conseil Rural dans un *Contrat d'affectation PDIDAS* dans lequel chaque privé s'accordera avec le Projet et le Conseil Rural sur sa participation à la mise en œuvre des conditionnalités de l'Accord-cadre.

- Elle permettra de ne pas faire peser sur les enjeux de développement des populations locales (cf. conditionnalités) les critères de rentabilité financière des Privés, puisque la négociation s'effectuera non pas entre les Privés et les populations mais entre les pouvoirs publics (PDIDAS, Conseils Ruraux et Autorités administratives) et les populations locales, (voir infra l'*Accord-cadre d'Aménagement*) que nous proposons.
- Elle positionnera ainsi dans un rôle central les pouvoirs publics (partie prenante commune aux trois contractualisations), « arbitres » légitimes de ces concertations en tant que responsables de la mise en œuvre de leur politique de développement.

En résumé, la procédure a été conçue pour alléger les coûts de transaction entre les Privés et les populations locales mais sans léser ces dernières, dont les exigences seront établies et contractualisées avant l'introduction des Privés, en transférant la majeure partie de la responsabilité de la transaction aux pouvoirs publics, en particulier au PDIDAS et aux Conseils Ruraux.

3.2. Méthode inclusive de concertation pour l'identification et l'allocation négociée

Rappelons que l'acceptation sociale du Projet va être très délicate. D'abord parce que la zone connaît actuellement certaines installations d'agribusiness qui s'effectuent dans des conditions soulevant de violentes protestations des populations locales (SenEthanol, AGRINA Sénégal...). Ensuite parce que les zones potentielles pour l'installation de périmètres PDIDAS sont généralement occupées par des populations agropastorales qui se retrouvent à utiliser exclusivement cette zone après avoir été repoussées des autres espaces par l'installation de périmètres irrigués.

Il est donc essentiel d'adopter une véritable approche « profil bas », pour reprendre l'expression utilisée par les premières missions d'exploration du Projet fin 2012. À ce sujet, notre évaluation de l'impact de ces premières missions sur les populations nous amène à préciser les principes de cette approche « profil bas ».

Chronogramme des étapes de la méthode inclusive d'identification et d'allocation négociée des terres

Mois :	M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7	M8	M9	M10	M11	M12	M13	M24	M36
Etape 0 : Ateliers par Communauté Rurale de présentation détaillée de la procédure inclusive et des contrats types																		
Etape 1 : Ateliers par zone locale de présentation détaillée de la procédure inclusive et des contrats types																		
Etape 3 : Sélection d'un minimum de trois zones-pilotes à aménager (sur Gandiolais, lac de Guiers et Thianaldé)																		
Etape 4 : Etablissement de l' Accord-cadre d'Aménagement pour chaque espace à aménager																		
Etape 5 : Régularisation de la situation foncière locale sur l'espace à aménager																		
Etape 6 : Etablissement des Contrats de Désaffectation avec chaque exploitation familiale concernée																		
Etape 7 : <i>Comité de Sélection et de Suivi</i> : sélection des privés																		
Etape 8 : Etablissement des Contrats d'Affectation avec chaque exploitation concernée																		
Etape 9a : <i>Comité de Sélection et de Suivi</i> : validation de l'effectivité des conditionnalités préalables																		
Aménagement des trois périmètres pilote																		
Etape 9b : <i>Comité de Sélection et de Suivi</i> : validation annuelle de l'effectivité des conditionnalités à cadence annuelle																		
Etape 9c : <i>Comité de Sélection et de Suivi</i> : analyse pluri-annuelle de l'effectivité des conditionnalités à durée pluri-annuelle (ex. : baux)																		

3.2.1. La mise en place sur le terrain d'une équipe spécifique pour la concertation, afin de respecter le « profil bas » qui est suggéré.

La posture « profil bas » est très inhabituelle. Cela signifie que les agents des structures de développement et d'appui aux populations ne sont pas habitués à la pratiquer. Il est estimable que des agents de l'État et des élus locaux soutiennent la volonté de l'État de mettre en œuvre le Projet, mais cela peut se traduire par des injonctions auprès des populations de respecter les volontés de l'État...ce qui paraît peu conciliable avec le concept de « profil bas ».

Autrement dit, la mise en œuvre d'une approche « profil bas » ne pourra se concrétiser qu'avec la mise en place sur le terrain d'une équipe spécifique. Pour l'instant, les messages que perçoivent les populations locales de la part de leurs interlocuteurs leur paraissent très changeants, entre l'affirmation d'une approche « profil bas » et les injonctions à faire confiance en l'État et à respecter ses volontés, voire les déclarations proches de la contrainte (exemple auprès des chefs de village opposés au Projet: « c'est l'État qui vous nomme et c'est un projet de l'État »).

3.2.2. Des objectifs de réalisation qui ne peuvent pas être ambitieux pour la première phase

Une approche « profil bas » signifie de s'adapter aux conditions locales d'acceptation et d'œuvrer progressivement à leur amélioration.

Cela signifie que l'acceptation sociale n'est pas garantie, au moins à court terme, pour toutes les zones visées. **Ainsi, dans les conditions actuelles d'acceptation très difficiles du contexte, spécifier dans des termes de références que des dossiers d'aménagement doivent être réalisés pour toutes les Communautés Rurales visées est parfaitement utopique et contradictoire avec le concept de « profil bas ».** Les objectifs de réalisation du Projet doivent donc être distingués selon leur nature :

- les objectifs autres que la mise en place de périmètres irrigués (réfection des voies de communication, appuis filières...) doivent être réalisés de la façon la plus rapide et la plus chiffrée possible ;
 - les objectifs d'installation de périmètres irrigués doivent être très progressifs. Le diagnostic territorial réalisé dans notre étude (voir livrable A1) nous amène à proposer l'objectif suivant :
- **Objectif de réalisation « profil bas » pour la première phase : réussir pour l'acceptation sociale puis la mise en place d'au moins un périmètre irrigué dans chacune des trois zones suivantes : rives du lac de Guiers, zone des Thianaldé et le Gandiolais(cf. carte ci-après).**

Vu l'opposition actuelle de la majorité des populations de base (contrairement à leurs élus), cet objectif est déjà très ambitieux en ce qui concerne la zone des « Thianaldé ».

Seule la réussite de premières installations pourra améliorer progressivement la situation d'acceptabilité sociale. Les populations locales ont déjà connu beaucoup trop de déclarations de la part de privés semblables aux propositions du PDIDAS (cf. conditionnalités) et ensuite non respectées, pour que des concertations, si longues soient elles, suffisent à les convaincre suffisamment pour accepter des installations à grande échelle.

De plus, étant donné l'originalité de la démarche inclusive et durable du PDIDAS, cette phase « pilote » permettra au Projet de tester et peaufiner l'approche avant de la reproduire à plus grande échelle.

3.2.3. *Première étape : Présentation détaillée de la procédure inclusive et durable de contractualisation*

Rappelons que les Conseils Ruraux des Communautés Rurales représentent un passage obligé pour le processus de dialogue (c'est eux qui sont responsables des affectations) mais **qu'ils ne constituent absolument pas l'échelle pertinente d'acceptation sociale en ce qui concerne l'installation de l'agribusiness.**

Construire une acceptation sociale uniquement sur le positionnement de ces élus serait une grave erreur, car ceux-ci masquent les positions majoritairement opposées des villageois parce qu'ils sont pour leur part convaincus¹⁰ de l'intérêt du PDIDAS. Les événements brûlants de 2012 et 2013 concernant SenEthanol/Fanaye et autres (Hopson et d'Aquino 2013) l'ont déjà illustré. L'attitude des élus lors de nos ateliers et de nos entretiens l'a aussi confirmé.

Par conséquent, après le nécessaire atelier d'introduction auprès des élus, la première véritable étape de concertation devra donc être localisée au plus près des populations, directement dans les zones inter villageoises potentiellement intéressantes pour le Projet (voir chapitre 6).

Les chefs de village sont apparus lors de nos consultations les représentants les plus proches de la position des populations vis-à-vis de l'agribusiness, en tous cas, beaucoup proches de l'opinion de ces dernières que les élus du Conseil Rural.

Dans ces réunions de zone, afin de d'atténuer l'opposition et la méfiance des populations locales, il sera essentiel de détailler très précisément :

- a) la teneur et le contenu des différentes étapes, c'est-à-dire la description de toute la méthode inclusive d'identification et d'allocation présentée dans ce présent chapitre (en particulier insister sur la réalisation préalable avec l'appui du PDIDAS d'une régularisation et clarification des affectations foncières sur la zone concernée) ;
- b) les différents éléments qui permettront de s'assurer à la fois de l'engagement de chacune des parties puis du respect de ces engagements, c'est-à-dire :
 - le contenu du *Dossier de Sélection* (voir ci-après chapitre 4), en insistant en particulier sur les documents contractuels et la présence des mesures visant le développement des productions familiales locales ;
 - le rôle et le fonctionnement du *Comité de Sélection et de Suivi* (voir ci-après la septième étape de la méthode), en insistant sur la présence de membres représentant les villages et usagers locaux et sur les rôles de suivi-contrôle des engagements (voir détails ci-après) de ce *Comité* ;
 - la possibilité pour chaque individu d'adresser un recours, plainte ou réclamation au *Comité de Sélection et de Suivi*.
- c) Les mesures et innovations qui vont être mises en œuvre par le PDIDAS pour soutenir cette démarche (de l'amélioration des infrastructures de transport jusqu'aux innovations juridiques).

Les populations se sentent en manque de transparence de la part des projets d'investissements et toutes ces présentations précises seront nécessaires pour atténuer cette impression et faciliter l'acceptation.

¹⁰ Peut être en raison de leur posture politique, ou des « gains » que le Conseil rural peut tirer de l'implantation des privés.

Au niveau de la méthode de concertation et d'après notre expérience au cours de cette étude, un principe essentiel pour faciliter l'inclusivité sera de laisser un temps suffisamment long (un mois minimum) entre chaque atelier de « propositions » et l'atelier suivant de « réponse » des populations à ces propositions, de façon à ce que les populations aient le temps matériel de se consulter entre elles et de diminuer les réticences internes.

La tentation peut être forte pour le PDIDAS, comme s'est souvent le cas pour des projets, de s'enfermer dans des délais courts liés aux calendriers de formulation et de financement et de considérer le temps comme un « ennemi ». La tentation peut être également forte de vouloir faire prévaloir « la toute puissance de l'Etat ». Mais il est tout aussi primordial de respecter à cette étape-là le concept de « profil bas », c'est-à-dire s'adapter au niveau local d'acceptation sociale : cela implique obligatoirement de ne pas chercher à brusquer cette étape initiale essentielle afin de respecter des délais de calendrier qui seraient inadaptés au « profil bas ». Autrement dit, plusieurs ateliers locaux pourront être organisés durant cette deuxième étape, afin de parvenir si possible à un accord définitif.

En effet, étant donné les conditions locales tendues, il est primordial d'intégrer dans le Projet, l'idée qu'il est possible que l'on ne parvienne pas à un accord pour l'installation du PDIDAS, même après plusieurs ateliers. C'est pour cela que la stratégie d'installation du Projet dans cette première phase devra être de fonctionner comme une Opération Pilote visant l'installation de simplement au moins un aménagement par zone d'acceptation sociale (voir infra chapitre 6).

3.2.4. Deuxième étape : recueillir les positions des populations sur les localisations socialement acceptables et leurs conditionnalités.

Les rencontres sont à mener par zone et non au niveau du Conseil Rural, avec au minimum un mois d'écart avec la première rencontre (cf. supra paragraphe 3.2.3).

Cette étape a pour objet de recueillir les positions des populations locales en ce qui concerne :

- la localisation précise des zones où les populations proposent que les aménagements du PDIDAS s'installent ;
- la contextualisation et la précision des conditionnalités globalement proposées par le PDIDAS (voir supra chapitre 2).

Un premier recueil a été effectué (cf. annexe 1), mais étant donné le contexte difficile d'acceptation sociale, le dialogue a été à peine entamé et il mérite encore des concertations pour parvenir à des accords socialement sûrs sur la localisation des aménagements. Les futurs facilitateurs devront veiller à ce que les interventions des représentants présents du Conseil Rural ne masquent pas les véritables positions des populations et des chefs de village.

Cette étape permettra aussi de mettre en œuvre la visite de terrain, obligatoirement tripartite (PDIDAS, Conseil Rural, chefs de village), sur les zones définitivement identifiées.

3.2.5. Troisième étape : sélectionner parmi les zones socialement acceptables les espaces à plus fortes potentialités

Il s'agit d'abord d'une étude technique (géomorphologie, pédologie, hydraulique...) mais aussi d'une évaluation du niveau d'enclavement sur les voies et pistes de production et donc des investissements nécessaires pour améliorer cette situation. En sus de l'évaluation technique, cette étape permettra aussi d'identifier les investissements prioritaires du PDIDAS dans ce domaine, pour permettre la mise en place des premiers aménagements.

Les informations techniques recueillies à cette étape-là seront rassemblés dans un *Dossier Technique* validant la potentialité de la zone à aménager. Un procès-verbal de visite de terrain ratifiera ce dossier, avec obligatoirement la signature des trois parties prenantes (PDIDAS, Conseil(s) Rural(ux), et tous les chefs de village de l'espace d'emprise de l'aménagement).

3.2.6. *Quatrième étape : établir l' »Accord-Cadre d'Aménagement «*

L'étape précédente aura abouti à la localisation définitive de l'aménagement. Il s'agit maintenant d'élaborer le *Dossier de Sélection* pour ce dernier.

Le *Dossier de Sélection* comprendra :

- le procès-verbal recueillant les positions des populations sur les localisations socialement acceptables et leurs conditionnalités (cf. deuxième étape de la méthode inclusive) ;
- le procès-verbal de la visite de terrain, obligatoirement tripartite (PDIDAS, Conseil Rural, représentants des village) et signée par ces trois parties ;
- le *Dossier Technique* rassemblant les informations techniques et socio-économiques nécessaires et validant la potentialité de la zone à aménager ;
- A ce dossier vont s'ajouter :
 - les documents contractualisés en trois niveaux (Accord-cadre, Contrats PDIDAS de Désaffectation et d'Affectation) ;
 - les procès-verbaux de séance des Conseils Ruraux concernés, validant les différentes contractualisations ;
 - et progressivement les procès-verbaux des séances du *Comité de Sélection et de Suivi*.

La présente troisième étape a pour objet de négocier Un *Accord-cadre d'Aménagement* PDIDAS, à établir pour chaque aménagement et qui spécifiera de façon précise et détaillée les conditionnalités et engagements des différentes parties concernant cet aménagement.

L'*Accord-cadre d'Aménagement* sera ratifié par des représentants du PDIDAS, le Conseil Rural et tous les représentants des villages concernés (voir détails en annexe 2). L'*Accord* sera aussi validé par une délibération du Conseil Rural dans chaque Communauté Rurale concernée.

Cet *Accord-cadre d'Aménagement* est le document le plus important, l'étape cruciale de la démarche inclusive d'identification et d'allocation négociée de terres. Son objectif est de définir, puis ratifier, les conditionnalités spécifiques à l'aménagement considéré, sur lesquelles les différentes parties acceptent de s'engager après concertations¹¹. C'est donc à cette étape que seront négociés les différentes conditionnalités, la répartition des terres entre privés et exploitations familiales, les conditions des baux fonciers (durée, engagement), etc.

L'expression des conditionnalités sera contrôlée et cadrée de façon à rester inclusive et durable, grâce à la fourniture d'un modèle type d'*Accord-cadre* (cf. annexe 2) dans lequel seront clairement distingués les éléments négociables et modifiables et ceux qui ne le sont pas.

¹¹ Rappelons que l'option a été prise dans les termes de référence pour cette étude pour adapter les engagements et des conditionnalités d'un aménagement à l'autre.

Une fois l'*Accord-cadre d'Aménagement* obtenu, les deux autres documents contractuels du PDIDAS (*Contrats d'Affectation* et PDIDAS de Désaffectation) seront rédigés, en adaptant les modèles fournis (voir annexes 3 et 4) afin qu'ils soient compatibles avec l'*Accord-cadre* précédemment établi.

En termes juridiques, cet accord-cadre est compris comme étant le protocole d'accord entre les Communautés Rurales et le PDIDAS en tant que structure administrative, dépositaire d'une mission de service public. La présence des représentants des villages, qui n'est pas une condition juridique substantielle (car n'ayant aucun pouvoir juridique sur l'affectation des terres du domaine national, exception faite de leur participation comme membre de droit de la commission domaniale) ne fait que confirmer le caractère inclusif du projet. Il faut cependant faire attention sur la nature et la qualité de ces villages : doit-on se limiter aux villages officiels ou intégrer les hameaux parfois rattachés à des villages officiels ? En outre, le représentant du village doit-il être le chef de village ou le représentant des propriétaires terriens ou les deux à la fois ? La solution pourrait être de demander aux détenteurs de droits formels et traditionnels de désigner des représentants en plus de leurs chefs de village avant de signer l'accord cadre.

3.2.7. Cinquième étape : régulariser et clarifier la situation foncière sur la zone sélectionnée

Cette procédure est un lourd investissement de la part du PDIDAS, qui ne s'effectuera donc qu'une fois l'assurance prise que toutes les contraintes sociales et techniques sont levées, donc après la contractualisation de l'*Accord-cadre d'Aménagement*.

Pour les mêmes raisons de lourdeur d'investissement, cette régularisation ne sera entreprise dans le cadre du PDIDAS que sur les zones qui vont être aménagées ou impactées (passage des canaux par exemple) par le Projet. Cependant, à partir de l'expérience acquise sur les aménagements PDIDAS, les CR et leurs partenaires (CADL, SAED, ARD...) pourront généraliser seuls cette régularisation à l'ensemble de leur Communauté Rurale.

La régularisation de la situation foncière sera mise en œuvre en partenariat avec le Conseil Rural, les ASCOM et les CADL et nécessitera des appuis en formation du PDIDAS auprès de ces partenaires (voir livrable A4). Il s'agira de valoriser les acquis de programmes précédents qui sont intervenus dans la région pour mettre en place ce type de régularisation (PACR, MCA). Le processus de régularisation foncière est détaillé dans le chapitre 5.

Bien sûr, cette procédure de régularisation va entraîner une inflation des demandes d'affectation, inflation qui est d'ailleurs déjà observée dans certaines zones suite à l'intervention du PACR et au passage de la mission PDIDAS de fin 2012. Mais c'est une étape nécessaire, pour justement traiter définitivement la reconnaissance des droits locaux et lever les méfiances.

Une procédure de résolution de conflit (voir détails dans le chapitre 5) sera mise en place en partenariat avec le Conseil Rural, les ASCOM et les CADL, en s'inspirant des acquis de programmes précédents étant intervenus sur la région pour mettre en place ce type de régularisation (PACR, MCA).

L'identification des usagers de la zone à aménager (donc des personnes avec qui devra être établi un *Contrat PDIDAS de Désaffectation*) sera établi à partir des résultats de ce processus de régularisation foncière.

Les résultats de ce processus permettront d'établir un *Avenant à l'Accord-Cadre d'Aménagement* précédemment signé et de valider entre les parties prenantes, la liste des

« désaffectés » avec qui il faudra établir un *Contrats PDIDAS de Désaffectation* (cf. ci-dessous).

3.2.8. *Sixième étape : établir les « Contrats PDIDAS de Désaffectation », entre les exploitants désaffectés, le PDIDAS et le Conseil Rural*

C'est le deuxième niveau de contractualisation, après *l'Accord-cadre d'Aménagement*.

Alors que l'Accord Cadre stipule les conditionnalités pour l'acceptation sociale de l'aménagement, il s'agit ici de sécuriser, y compris juridiquement, les accords individuels de désaffectation et compensation, en accord avec les engagements de *l'Accord cadre d'Aménagement* négociés à l'étape précédente.

La liste des bénéficiaires de ces contrats, c'est-à-dire des usagers de la zone impactée par la future installation de l'aménagement, a été contractuellement établie dans *l'Avenant à l'Accord-Cadre d'Aménagement*.

Un *Contrat de Désaffectation* sera ainsi signé entre chaque utilisateur local des terres, le Conseil Rural et le PDIDAS. Les désaffectations seront sanctionnées pour chaque utilisateur des terres concerné, par une délibération du Conseil Rural. Le contenu de ces contrats devra impérativement respecter *l'Accord cadre d'aménagement*. Un exemplaire d'un Contrat type de désaffectation est fourni en annexe 3.

En termes juridiques, les « *Contrats de désaffectation PDIDAS* » permettent de sécuriser l'accord avec chaque usager qui était précédemment installé sur la zone où le périmètre va être aménagé, à établir entre chaque usager désaffecté, le PDIDAS et le Conseil Rural concerné. Ce contrat est une autorisation de désaffectation de la part du titulaire telle que prévue par l'article 9 du décret 72-1288 portant affectation et désaffectation des terres du domaine national qui précise que la désaffectation totale ou partielle peut être prononcée à tout moment à la demande de l'affectataire. À ce niveau, il faudra distinguer ceux qui sont détenteurs d'une affectation du conseil rural et ceux qui sont juste détenteurs de droits traditionnels. Pour les premiers, le Conseil Rural pourra, au regard de ce contrat ou engagement, procéder directement à leur désaffectation, ce qui n'est pas le cas pour les occupants sans titre. La solution réside dans la proposition de les classer dans le groupe des ayants droits à régulariser avant de procéder à une désaffectation.

3.2.9. *Septième étape : identification des privés par aménagement*

La mise en œuvre de cette étape, c'est-à-dire la sélection des privés à qui seront attribuées des terres sur les aménagements PDIDAS, soulève deux questions, qui ont souvent été posées par les populations locales lors de nos ateliers : l'identification des acteurs qui participeront à cette procédure de sélection; les critères de sélection.

Les éléments de réponses à ces deux questions font partie des informations précises qu'il faudra impérativement restituer aux populations pour obtenir leur acceptation sociale.

a. Les critères de sélection des privés

Le premier filtre de sélection doit concerner la fiabilité de l'offre proposée par le privé. La première étape de sélection se fera donc sur dossier, par l'analyse des business plans et dossiers techniques (nature et conception des aménagements, schémas de cultures, équipements, etc.) que soumettront les privés.

Les entreprises dont les dossiers auront été retenus seront être convoquées pour un entretien de sélection, où les conditionnalités à respecter (cf. Accord-cadre obtenu sur l'aménagement – voir supra la 4^{ème} étape) seront présentées au Privé. L'objectif de cette rencontre est de parvenir à un accord avec le Privé sur le partage de la prise en charge des conditionnalités entre lui et le PDIDAS.

- En échange du respect des conditionnalités, **il serait opportun que le PDIDAS parvienne à mobiliser des partenaires bancaires pour un soutien à l'investissement des privés qui acceptent d'entrer dans un partenariat inclusif et durable avec les populations locales.** En effet, d'après les privés enquêtés, **l'absence de soutien bancaire à l'investissement agricole est la source primordiale d'insécurité pour les investisseurs agricoles au Sénégal, même pour ceux possédant des titres fonciers.**

b. Les acteurs membres du « Comité de Sélection et de Suivi »

Le diagnostic territorial restitué dans le premier livrable a montré que dans les arrangements fonciers existants entre populations et agribusiness, les plaintes et les conflits concernant le respect des engagements des deux parties étaient la source principale de tension et d'insécurité foncière.

La seule façon d'éviter cet échec est de mettre au point des accords formels et précis (cf. la contractualisation en trois niveaux proposée *supra*) et d'impliquer les acteurs potentiels des constations et conflits dans l'établissement des accords et leur suivi. Une participation importante des populations locales à la sélection des privés et au suivi des engagements réciproques est aussi une exigence pour l'acceptation sociale des aménagements.

La sélection des privés seront donc organisées au sein d'un *Comité de Sélection et de Suivi*.

Le *Comité de Sélection et de Suivi* comprendra comme membres à part entière :

- Les autorités administratives territoriales
- Des représentants du PDIDAS
- Des représentants régionaux de l'APCR
- Des représentants régionaux des organisations paysannes (agriculteurs et éleveurs)
- Des représentants régionaux de la société civile
- Et pour chaque aménagement concerné par la séance du *Comité*, des représentants spécifiques de la zone de l'aménagement, formellement identifiés dans l'*Accord-cadre d'Aménagement*¹² du site concerné, soit :
 - un minimum de trois élus représentants les Conseil Ruraux concernés ;
 - un minimum de trois chefs de village représentants les chefs de village
 - un représentant des jeunes agriculteurs de la zone ;
 - une représentante des femmes de la zone.

La « séance de sélection » aura donc pour objet de parvenir à une entente sur un *Contrat d'Affectation* entre le *Comité de Sélection et de Suivi*, le PDIDAS et chaque privé sollicitant une affectation, en respectant les conditionnalités définies dans l'*Accord-cadre* qui a été établi concernant l'aménagement.

¹² Voir chapitre 5 de l'Accord-Cadre en annexe 2.

Cela implique une négociation entre chaque Privé et le PDIDAS sur leur participation respective à la prise en charge des conditionnalités stipulées dans l'*Accord-cadre*.

- **Une fois encore, la procédure a été conçue pour alléger les coûts de transaction entre le Privé et les populations locales sans léser les populations locales, en transférant la majeure partie de la responsabilité de la transaction aux pouvoirs publics, c'est-à-dire au PDIDAS et aux Conseils Ruraux.**

c. *établir les « Contrats d'Affectation », entre les affectataires, le PDIDAS et le Conseil Rural*

Un *Contrat PDIDAS d'Affectation* (voir détails au chapitre 4) sera établi pour chaque privé sélectionné et spécifiera de façon précise et détaillée les engagements des différentes parties. Il sera ratifié par des représentants du PDIDAS, le Conseil Rural et l'entreprise privée concernée.

Ce *Contrat PDIDAS d'Affectation* spécifiera aussi les indicateurs concrets permettant au *Comité de Sélection et de Suivi* de mettre ensuite en œuvre ses tâches de suivi et de contrôle.

Enfin, ce *Contrat PDIDAS d'Affectation* comportera en annexe la délibération du Conseil Rural pour l'affectation de la terre à la personne physique ou morale concernée.

Un exemplaire d'un Contrat type d'affectation est fourni en annexe 4.

En termes juridiques, ces « *Contrats d'affectation PDIDAS* », sécurisent l'installation de chaque privé sur l'aménagement, à établir entre chaque privé concerné, le PDIDAS et le Conseil Rural concerné. Ce contrat d'affectation ou plutôt d'attribution n'a cependant pas la même valeur juridique qu'une délibération du Conseil Rural.

Le PDIDAS se positionne ici comme un affectataire initial de la part du conseil rural depuis l'accord-cadre d'aménagement et se charge de la redistribution des parcelles nouvellement aménagées aux privés.

Il est certes sécurisant pour le privé même si l'ajout d'une affectation réelle ou un droit réel lui permettrait sûrement une meilleure sécurisation de son titre dans le commerce juridique.

3.2. 10. Huitième étape : procédure de suivi inclusif par le « Comité de Sélection et de Suivi »

Comme souligné plusieurs fois dans ce document et dans le diagnostic territorial du livrable A1, la mise en place d'un suivi efficace et inclusif des engagements est une étape primordiale pour parvenir à une acceptation sociale comme à l'efficacité des impacts du Projet.

La procédure de suivi inclusif mis en œuvre par le *Comité de Sélection et de Suivi* comprendra trois types de séances :

a. *La validation de l'effectivité des conditionnalités préalables à l'ouverture aux affectations*

Pour établir les bases d'un arrangement durable et sécurisé, il est impératif de respecter une procédure claire et prudente dès les phases d'initialisation, d'autant plus qu'il faut intégrer une période d'apprentissage des différentes parties à la mise en place d'un engagement formel et ferme qu'il est ensuite obligatoire de respecter.

C'est pourquoi une séance du *Comité de Sélection et de Suivi* devra valider l'effectivité de la mise en œuvre de la première partie du cahier des charges des différents partenaires (voir en annexes 2 à 4) avant d'autoriser l'installation du privé sur les terres qui lui sont affectées.

b. La validation annuelle des engagements à cadence annuelle

Une séance annuelle du *Comité de Sélection et de Suivi* analysera l'effectivité de la partie du cahier des charges des différents partenaires concernant les engagements à cadence annuelle (voir en annexes 2 à 4).

c. L'évaluation en fin de durée de bail et en fin des autres types d'engagement à durée limitée

Le troisième type de séance du *Comité de Sélection et de Suivi* aura trait à l'analyse et validation de l'effectivité de la partie du cahier des charges des différents partenaires, concernant les engagements à cadence pluriannuelle (voir en annexes 2 à 4). Dans ce cas d'espèces, il s'agira aussi d'envisager et de spécifier si nécessaire, l'éventualité d'un renouvellement, avec ou sans modification des conditions antérieures

d. L'examen des recours, plaintes et réclamations

Toute personne souhaitant porter un recours à propos de la mise en œuvre d'un aménagement et des engagements y attendant pourra saisir le *Comité de Sélection et de Suivi*. Une information devra être faite à ce sujet lors des différents ateliers et rencontres.

4. LES DOCUMENTS À ÉTABLIR POUR UN DOSSIER TYPE DE SÉLECTION D'UNE ZONE D'AMÉNAGEMENT PDIDAS

4 1. Le Dossier Technique d'aménagement

- Communauté rurale
- Nom du site/lieu-dit
- Zone POAS
- Estimation des superficies disponibles
- Distance à la source d'eau
- Caractéristiques des sols
- État des pistes de production et autres voies de communication permettant l'évacuation des productions
- Communautés rurales affectées par l'aménagement, y compris par son emprise, ses canaux d'amenée d'eau...
- Utilisations/occupation actuelles des terres, y compris par le pastoralisme, la cueillette... (cette évaluation sera validée par les populations locales lors de la ratification de l'*Accord-cadre d'Aménagement*)
- Etablissements humains (village (s), hameaux, campements...)¹³ affectés par l'aménagement, y compris par son emprise, ses canaux d'amenée d'eau... (cette liste

¹³ Cette précision est essentielle : beaucoup d'agglomérations ne sont pas administrativement considérés comme « villages » et ne sont pas listés, en particulier ce que l'on nomme « campement » d'éleveurs, qui, contrairement à ce que laisse penser le terme, sont souvent des agglomérations permanentes et conséquentes (le terme de campement est associé en fait à la pratique d'élevage de ses résidents).. Cette liste ne doit donc surtout pas être constituée uniquement à partir de la liste administrative des villages, mais doit être complétée au regard des déclarations des populations.

sera validée par les populations locales lors de la ratification de *l'Accord-cadre d'Aménagement*)

- Cartographie : extrait Google Earth localisant le site

4.2. Les procès-verbaux validant l'acceptation sociale

Trois procès-verbaux ponctuent et valident la méthode inclusive d'identification et d'allocation négociée de terres décrite ci-dessus.

4.2.1. Le procès-verbal de l'atelier ayant recueilli les décisions des populations sur les localisations socialement acceptables et leurs conditionnalités (cf. deuxième étape).

Devront être obligatoirement signataires de ce procès-verbal :

- Les autorités administratives territoriales
- Les élus que chaque Conseil Rural concerné par l'aménagement a mandatés pour le représenter
- Tous les chefs de village de la zone impactée par le futur aménagement, selon la liste définie dans le *Dossier Technique d'Aménagement*

4.2.2. Le procès-verbal de la visite de terrain

Devront être obligatoirement signataires de ce procès-verbal :

- Les représentants du PDIDAS
- Les élus que chaque Conseil Rural concerné par l'aménagement a mandatés pour le représenter
- Tous les chefs de village de la zone impactée par le futur aménagement, selon la liste définie dans le *Dossier de Sélection*

4.2.3. Les procès-verbaux de séances des Conseils Ruraux concernés

En parallèle aux documents PDIDAS de contractualisation et aux procès-verbaux des ateliers PDIDAS, les Conseils Ruraux concernés par chaque aménagement devront valider en leur sein les engagements pris par les représentants du CR dans les trois documents de contractualisation avec le PDIDAS.

Sera ajouté obligatoirement dans le Dossier de Sélection à la suite de chaque document de contractualisation du PDIDAS le procès-verbal de séance des CR concernés, attestant de l'information de tout le CR sur la contractualisation effectuée (voir infra le récapitulatif au paragraphe 4.4).

4.2.4. Les procès-verbaux des séances du Comité de Sélection et de Suivi

Devront être obligatoirement signataires de ces procès-verbaux :

- Les autorités administratives territoriales
- Les représentants du PDIDAS
- Les élus que chaque Conseil Rural concerné par l'aménagement a mandatés pour le représenter

- Tous les chefs de village de la zone impactée par le futur aménagement, selon la liste définie dans le *Dossier de Sélection*

4.3. Les documents de contractualisation

Nous avons vu qu'ils rassemblent trois niveaux de contractualisation. Dans l'ordre chronologique : *Accord-cadre d'Aménagement*, *Contrats PDIDAS de Désaffectation*, *Contrats PDIDAS d'Affectation*.

a. L'Accord-cadre d'Aménagement et son Avenant

C'est l'accord central, qui atteste le caractère inclusif et durable du PDIDAS.

Il devra être établi un *Accord-cadre* par aménagement construit. Cet *Accord-cadre* sera négocié puis ratifié entre le PDIDAS, le(s) Conseil(s) Rural(ux) et tous les chefs de village concernés par l'aménagement. Il définit :

- Les conditionnalités qui seront appliquées à cet aménagement
- Les usagers qui devront être dédommagés à cause de l'installation de l'aménagement et de ses emprises (grâce à l'*Avenant à l'Accord-Cadre*, rajouté après la procédure de régularisation foncière)
- Les contreparties possibles pour les usagers désaffectés (au choix ensuite des usagers- cf. ci-après *Contrat PDIDAS de Désaffectation*-).

Le modèle d'*Accord-cadre* est présenté en annexe 2 Il récapitule les conditionnalités nécessaires pour une approche véritablement inclusive et durable, à partir desquelles la négociation entre les parties prenantes opérera pour chaque cas une adaptation.

Une fois ratifiée par les trois parties prenantes (PDIDAS, Conseil(s) Rural(ux) et chefs de village), cet *Accord-Cadre* devra ensuite être validé par chaque Conseil Rural, au sein d'une séance avec procès-verbal.

Seront donc fournis obligatoirement en annexe de cet *Accord-Cadre*, et donc ratifiés aussi par les parties prenantes de l'accord :

- L'intégralité du chapitre 2 de ce présent livrable A2, sensibilisant et informant les parties prenantes sur les enjeux (d'inclusivité et de durabilité), les avantages et les exigences des différentes conditionnalités possibles.
 - Le *Dossier Technique* de l'Aménagement
 - Le procès-verbal de la visite de terrain (cf. étape 2 de la méthode de concertation).
- **Attention, étant donné le contexte local, la négociation que représente l'établissement de ces conditionnalités peut ne pas aboutir. C'est pour cela qu'il faut envisager la première phase du PDIDAS comme une Opération Pilote ne développant que quelques premiers aménagements, là où le contexte a été assez favorable pour obtenir cet accord.**

b. Les Contrats PDIDAS de Désaffectation

Une fois l'*Accord-cadre d'Aménagement* obtenu, un *Contrat PDIDAS de Désaffectation* sera ensuite établi avec chaque paysan qui sera désaffecté pour l'installation de l'aménagement ou de son emprise.

L'énumération des personnes concernées par l'établissement de ce contrat figure de façon contractuelle dans l'*Accord-cadre d'Aménagement*.

Les contreparties possibles de la désaffectation sont précisées dans le modèle de *Contrat PDIDAS de Désaffectation* présenté en annexe 3. Seules des contreparties pérennes sont possibles, étant donné que la désaffectation sera définitive. Cela signifie :

- que des contreparties comme l'embauche dans les entreprises ou le soutien financier à la réalisation de campagnes agricoles ne sont pas retenues, car sujettes à des évolutions non maîtrisables ;
- qu'en échange de ce renoncement définitif aux droits locaux ou formels sur les terres désaffectées, une contrepartie en nouvelles parcelles sur le périmètre ne peut se satisfaire d'un bail de courte durée, mais devra être assortie d'une garantie foncière plus pérenne (propriété privée, bail emphytéotique...).

La nature des contreparties possibles est détaillée dans le modèle de *Contrat PDIDAS de Désaffectation* présenté en annexe 3

Seront fournis obligatoirement en annexe de ce contrat :

- l'*Accord-cadre d'Aménagement* ;
- Le(s) procès-verbal(ux) du(es) Conseil(s) Rural(ux) concerné(s), validant le contenu de l'*Accord-cadre*.

c. Les Contrats PDIDAS d'Affectation

Une fois la désaffectation des usagers locaux formellement réglée, un *Contrat PDIDAS d'Affectation* sera établi avec chaque exploitation (privé comme exploitation familiale) à qui sera affectée une parcelle dans l'aménagement PDIDAS. Le modèle de *Contrat d'Affectation* est présenté en annexe 4.

Dans chaque nouvel aménagement, les trois parties prenantes de ce contrat (PDIDAS, Privé et Conseil Rural) établiront, à partir d'un contexte local à chaque fois différent (selon des critères autant techniques –hydraulique, pédologie...– que sociaux) la partie des conditionnalités stipulées dans l'*Accord-Cadre d'Aménagement* qui pourra être prise en charge par les privés et celle qui devra être prise en charge par l'État (via le PDIDAS).

Le *Contrat PDIDAS d'Affectation* spécifie donc les engagements que le privé accepte de faire en contrepartie de son accès à l'aménagement. Le contrat n'est pas un engagement direct entre le privé et les populations locales, ce qui évite au privé d'être engagé dans de trop lourdes et instables négociations. L'engagement du privé est avec les autorités et représentants du PDIDAS et ce sont ces deux derniers qui sont en première ligne dans le dialogue avec les populations locales (en particulier pour l'établissement du précédent *Accord-Cadre d'Aménagement*).

Seront fournis obligatoirement en annexe de ce contrat :

- l'*Accord-cadre d'Aménagement* ;
- Le(s) procès-verbal(ux) du(es) Conseil(s) Rural(ux) concerné(s), validant le contenu de l'*Accord-cadre*.

4.4. Récapitulatif du contenu du *Dossier de Sélection par aménagement*

Dans l'ordre chronologique de leur établissement :

- Le procès-verbal des propositions des populations locales (cf. étape 2 de la méthode inclusive)
- Le procès-verbal de la visite de terrain
- Le *Dossier technique* de la zone d'aménagement retenue
- La(les) fiches de diagnostic territorial sommaire des Communautés Rurales (cf. livrable A1) concernées par l'aménagement
- L' *Accord-cadre d'Aménagement*
- Les procès-verbaux des Conseils Ruraux concernés, validant l'*Accord-cadre d'Aménagement*
- L' *Avenant à l'Accord-cadre d'Aménagement*
- Les procès-verbaux des Conseils Ruraux concernés, validant l'*Avenant à l'Accord-cadre d'Aménagement*
- Le procès-verbal de la séance inaugurale du *Comité de Sélection et de Suivi*, détaillant sa composition
- Les différents *Contrats PDIDAS de Désaffectation* qui ont été établis avec les différents utilisateurs locaux de la zone à aménager
- Les procès-verbaux des séances du *Comité de Sélection et de Suivi* qui ont procédé à l'établissement de ces accords de désaffectation
- Les procès-verbaux de désaffectation foncière par les Conseils Ruraux concernés
- Les différents *Contrats PDIDAS d'Affectation* qui ont été établis avec les exploitations ayant une affectation sur le périmètre concerné
- Les procès-verbaux des séances du *Comité de Sélection et de Suivi* qui ont procédé à l'établissement de ces accords d'affectation
- Les procès-verbaux de d'affectation foncière par les Conseils Ruraux concernés
- Le procès-verbal de la séance du *Comité de Sélection et de Suivi*, validant l'effectivité des conditionnalités préalables à l'affectation
- Le procès-verbal de la séance annuelle du *Comité de Sélection et de Suivi*, validant l'effectivité des conditionnalités à mise en œuvre annuelle qui étaient prévues
- Le procès-verbal de la séance pluriannuelle du *Comité de Sélection et de Suivi*, validant l'effectivité des conditionnalités à durée limitée (baux, infrastructures, formations...) qui étaient prévues.

5. INNOVATIONS SPÉCIFIQUES À METTRE EN PLACE POUR SOUTENIR LA DÉMARCHE

5.1. Clarification foncière des droits locaux sur les zones à aménager

Les Conseils ruraux de la zone du projet ont procédé à beaucoup d'affectations foncières au cours des dernières années. Le livrable A1 a procédé à une évaluation de ces affectations à partir des données disponibles et accessibles auprès des conseils ruraux. Cette évaluation est loin d'être exhaustive en raison de l'insuffisance ou de la mauvaise qualité des archives trouvées sur place dans certains cas, et de leur inexistence dans d'autres. La très grande majorité des parcelles affectées ou régularisées ne sont pas bornées, de même que la plupart des affectataires n'ont pas été installés par les commissions domaniales. En conséquence et faute de plans de localisation, de supports cartographique auprès des Conseils Ruraux et de matérialisations sur le terrain, il est particulièrement difficile d'avoir une situation claire des terres affectées et de leur localisation.

À côté des détenteurs de droits fonciers formels découlant d'une affectation/régularisation par le Conseil Rural, de nombreuses personnes et familles détiennent et/ou exploitent des terres en vertu de droits coutumiers. Quoique supposés supprimés par la loi sur le Domaine National, ces droits sont très vivaces et constituent bien souvent la référence à une appropriation foncière ou à un accès aux ressources (pastoralisme) qui renvoie à un passé lointain.

Les terres détenues en vertu de ces droits coutumiers sont gérées et transmises au sein de la famille ou du clan selon des modalités communautaires sous la direction de l'aîné chef de famille qui est l'autorité foncière suprême. Le mode coutumier de détention des terres, malgré l'existence de textes juridiques sur le foncier et la décentralisation demeure présent et garde encore son importance

Les conseils ruraux en sont parfaitement conscients dans la mesure où ils prennent en compte dans bien des cas, les avis des propriétaires traditionnels reconnus par les populations locales avant d'affecter une terre ou alors après la conclusion « d'accords souterrains » entre les propriétaires traditionnels et le futur affectataire. Le fait que le chef de village soit légalement membre de droit de la commission domaniale du conseil rural lorsqu'elle intervient dans son terroir, n'est certainement pas neutre, au-delà de sa fonction de représentant de l'autorité administrative dans le ressort territorial du village (décret n° 96-228 du 22 mars 1996 modifiant le décret n°72-636 du 29 mai 1972). Acteur important du foncier au niveau du terroir, le chef de village éclaire la commission sur les droits coutumiers existants et contribue à limiter les contestations des ayants droits traditionnels qui pourraient survenir après affectation.

La prise en compte des droits fonciers traditionnels est un élément important pour l'acceptabilité sociale du Projet. Le MCA ne s'y est pas trompé en procédant à l'inventaire de toutes les formes d'occupation des terres et de tous les types de droits fonciers dont se réclament les populations dans les zones abritant ses futurs investissements (FIT/CIRAD/SONED, janvier 2012).

Le PDIDAS en rapport avec le conseil rural et les chefs de village devra procéder à l'inventaire et à l'identification de tous les détenteurs de droits sur les terres où sont prévues ses réalisations. Pour limiter les conflits potentiels pendant la mise en place du projet ou au cours de son exécution, les détenteurs de droits coutumiers incontestés et reconnus par les communautés locales devront, avant négociation pour une cession éventuelle à l'agrobusiness, villageoises pourront faire l'objet d'une régularisation par affectation du conseil rural concerné comme cela se pratique depuis quelques années. La démarche mise en œuvre par le

MCA pour les cuvettes de Podor pourrait être empruntée, en procédant aux ajustements qui s'imposeraient après évaluation entre la phase étude et la phase mise en œuvre actuelle.

Pour les communautés rurales ayant bénéficiés de l'appui du PACR, notamment Diamo, Gandon, Ndiébène et Ngnith, les détenteurs de droits fonciers identifiés et dont les droits auront été consolidés par une régularisation seront intégrés dans le système d'information foncière (SIF) en cours d'implantation. Pour les autres communautés rurales, le projet appuiera les conseils ruraux pour la mise en place des outils conçus par le PACR et déployés dans sa zone d'intervention (dossiers fonciers, registre foncier, manuel de procédure, localisation et bornage des parcelles). Cet appui comprendra en formation des conseillers ruraux, des membres de la commission domaniale, des assistants communautaires (ASCOM) et du personnel des centres d'appui au développement local (CADL).

Ce processus d'identification et de régularisation des droits fonciers s'accompagnera d'une activation des cadres de résolution des litiges et conflits, et en particulier, les cadres non juridico-administratifs¹⁴ qui permettent de limiter une montée en puissance des conflits. Il existe dans toutes les communautés rurales de la zone du projet, des cadres et des mécanismes non juridictionnels qui mobilisent les ressources et institutions locales en vue de prévenir, et le cas échéant, arbitrer et résoudre les conflits.

La famille constitue un des premiers niveaux de médiations entre les protagonistes et de règlement des conflits lorsqu'ils impliquent un ou plusieurs de ses membres. En dehors de la famille, le chef de village et le conseil des notables jouent un rôle important dans la prévention et la résolution des conflits en général et des conflits fonciers en particulier. Reconnues pour leur rôle de régulation sociale, et dans une certaine mesure, de dépositaires des règles coutumières de conciliation, ces instances sont souvent saisies pour prévenir ou apporter des solutions aux conflits en privilégiant les règlements à l'amiable.

Notons également l'existence dans les communautés rurales de divers cadres de concertation¹⁵ qui sont des espaces élargis regroupant les chefs de village, les jeunes, les femmes, le ou les conseillers habitant le village, qui sont sollicités dans pour des médiations et règlements dans les conflits. Leur intervention permet de « désengorger le conseil rural », l'élargir les consultations à divers catégories d'acteurs et d'apporter des solutions locales aux conflits.

Le recours à ces cadres non juridictionnels offrent des avantages importants pour le règlement des conflits, notamment la proximité avec tout ou partie des protagonistes qui permet de faire intervenir des ressorts familiaux, parentaux ou socioculturels, la gratuité de l'intervention ainsi que sa célérité.

Il est important pour le Projet, d'identifier, selon les communautés rurales et les zones ciblées, les cadres de concertation et de médiations existants, en déterminant pour chacun, le domaine et le type de conflit pour lequel son intervention est la plus pertinente. Bien évidemment, les arrangements et solutions auxquels seraient parvenus des protagonistes au travers du recours à ces instances, devront être portés à la connaissance du Conseil rural et entérinés par ce dernier qui constitue le premier maillon du recours juridico-administratif. Une information du sous Préfet en aval du Conseil rural constituera un moyen de consolidation des arrangements et solutions négociés.

¹⁴ Les cadres administratifs et juridictionnels comprennent tous les recours devant les autorités locales (Conseil rural), administratives (Gouverneur, Préfet, sous Préfet, gendarmerie, police etc.), et judiciaires (tribunal).

¹⁵ Comité villageois de développement (CVD), comité inter villageois de développement (CIVD), Cadre local de concertation des organisations de producteurs (CLCOP), commission de zone, comité de concertation...

5.2. Portée juridique

Les solutions juridiques proposées en termes de choix de modèle et en termes de procédures présentent des atouts en terme surtout d'inclusivité et de durabilité. La conformité des solutions juridiques s'apprécie au regard des textes juridiques et des pratiques tolérées. Relativement aux textes juridiques, la loi sur le domaine national n'entend pas l'intégration de personnes « non membres » à la communauté rurale pour être affectataire d'une terre à usage agricole. La mise en place de partenariats est une formule intelligente qui permet de contourner le critère de membre de la communauté rurale.

La présence d'une structure publique à l'image du PDIDAS sert de trait d'union entre la collectivité locale et les privées comme le faisait jadis la SAED dans le cadre des aménagements hydro-agricoles ou l'agence REVA.

Les documents produits ainsi que les procédures sont conformes aux textes et pratiques foncières et en cohérence avec les tendances actuelles de la réforme foncières ainsi que les gros programmes de l'État (MCA, PACR-VFS). Les documents et les procédures dépassent même de loin les prescriptions des textes juridiques qui sont parfois silencieux sur certains aspects. Une situation tout à fait normale lorsqu'on s'aperçoit que les textes de base datent des années 60 et 70. Le contexte a fortement changé car si l'agriculture des années 60 était plutôt familiale, aujourd'hui l'intégration des privés est inévitable. Les documents juridiques en question sont des contrats administratifs incluant des personnes publiques (Collectivités locales, établissements publics et personnes privées) ayant la latitude de signer des contrats au nom et pour le compte de leurs membres ou administrés.

La logique globale des trois documents en plus des documents de procédures (procès-verbaux) cherche la contractualisation des étapes du processus inclusif et durable du programme qui en réalité initie une nouvelle approche de partenariat avec des promoteurs privés.

Ce que les documents juridiques ne règlent pas, c'est la nature des rapports fonciers entre le PDIDAS, les Collectivités locales et l'État. Autrement dit l'option de base du projet PDIDAS lui-même. En effet, plusieurs options foncières ont été soumises au PDIDAS en vue d'une meilleure intégration des agrobusiness dans la gestion des terres du domaine national. Il s'agissait soit de rester dans l'octroi d'un titre d'affectation classique, la résurrection des zones pionnières ou l'octroi d'un droit réel. Le PDIDAS s'est focalisé, avec l'appui du gouvernement à investir dans cette dernière option en tentant au mieux de préserver les droits des populations et des collectivités locales. Cette option de l'octroi d'un droit réel comportait trois sous schémas :

- Le premier schéma consiste pour L'État d'immatriculer à son nom les terres du domaine national sur lesquelles il consent, ensuite, un bail emphytéotique aux collectivités locales. L'investisseur pourra dans ce cadre bénéficier d'un sous-bail délivré par la communauté rurale.
- Le second schéma est basé sur un accord tripartite entre l'État, la Communauté rurale et l'investisseur. L'Etat accorde un bail à l'investisseur sur la base d'un cahier de charges conclu avec la communauté rurale. Ce bail pourra faire l'objet de résiliation en cas de non-respect, dûment constaté et/ou déclaré par la communauté rurale, des engagements contenus dans le cahier des charges,.
- Le dernier consiste à céder, en pleine propriété, à la communauté rurale le terrain ciblé et celle-ci donne, à la place de l'État, un bail emphytéotique à l'investisseur.

Le choix retenu est à priori l'immatriculation de terres à affecter à l'investisseur, au nom de l'État, puis l'octroi par l'État aux Communautés rurales (CR) d'un bail emphytéotique sur ces terres immatriculées, enfin, la Collectivité Locale, sur la base d'un contrat conclu avec l'investisseur pourra céder à ce dernier un sous-bail. Ce sous-bail pourra être transformé en droit réel après avis du Conseil Rural et de l'État. Cette option consiste à adapter la possibilité offerte par les textes sur la décentralisation pour permettre aux collectivités locales d'accéder à un bail emphytéotique, un droit réel. En retour, elles seront capables de céder ce bail (qui est toléré par les textes, en ce sens que le bail, en tant que location du droit à la terre ne peut être cédé ou sous-louer sans autorisation de l'État) aux investisseurs privés sous la forme d'un sous-bail.

Cette option met les communautés rurales au milieu du processus avec le soutien de l'État mais elle écarte d'office les populations locales, base fondamentale de la logique des propositions du Livrable A3 :

- L'option ne prévoit pas pour l'instant que les collectivités locales et les populations déterminent les sites pour l'implantation du PDIDAS, car dans l'option cela revient à l'État et aux services des domaines. Ce qui signifie que dans cette actuellement privilégiée par l'État, les populations locales ne pourront pas intervenir pour donner leur accord dans la mesure où l'État a le droit de requérir l'immatriculation des terres après des enquêtes « commodo » et « incommodo »¹⁶ ;
- L'option ne prévoit pas pour l'instant non plus l'implication des différents acteurs du *contrat de désaffectation PDIDAS*. La procédure proposée par l'option est une immatriculation procédant à la désaffectation pour intérêt général, qui libère ainsi les droits détenus par les ayants droits, sans leur consentement. Cette procédure d'immatriculation efface d'office tous les droits sur les terres en procédant à une indemnisation des occupants.
- S'agissant de l'affectation, elle est pour l'instant dans l'option privilégiée par le gouvernement sous la responsabilité de la collectivité locale, à la suite d'un bail qui lui est attribué. Pour l'instant, l'option ne prévoit pas qu'un contrat d'engagement (type contrat d'affectation PDIDAS ci-dessus) soit obligatoire pour que les privés puissent accéder à l'aménagement.

En définitive, les propositions de notre étude sont construites pour assurer l'acceptabilité, l'inclusivité locale et la durabilité du projet, mais demandent des accommodations de l'option foncière envisagée pour l'instant par le programme PDIDAS à travers l'immatriculation et la cession d'un bail aux collectivités locales.

Nos propositions sont basées sur une logique de terres gérées directement par les collectivités locales, avec des exploitants traditionnels dont la situation foncière devrait être clarifiée en amont avant le déclenchement du processus. Cependant, pour l'instant l'option foncière envisagée par le PDIDAS ne se focalise que sur une sécurisation des investisseurs avec l'octroi de droits réels alors que les enquêtes de terrain montrent que même le simple titre

¹⁶ Pour rappel ; la procédure d'immatriculation peut ainsi être présentée :

- Un décret décidant de l'immatriculation (déclaratif) ;
- Le constat de mise en valeur fait par une commission qui calcule les impenses réalisées sur le terrain par les occupants et estime leur valeur en vue d'indemnisation ;
- Un décret déclarant l'intérêt général, après avis de désaffectation par le conseil rural concerné, en vue de l'immatriculation ;
- Une réquisition du receveur des domaines, avec publicité obligatoire pendant une période pouvant aller jusqu'à trois mois (enquête « commodo » et « incommodo » pour déterminer les occupants et les prétentions) ;
- Les opérations de délimitation et de bornage par le service des domaines ;
- Après toutes ces opérations le dossier ainsi constitué revient à la Conservation foncière en vue de l'immatriculation du terrain et son inscription au livret foncier ;
- Enfin la délivrance du titre foncier au requérant, pour matérialiser ses droits.

d'affectation du conseil est assez sécurisant pour un investisseur qui met en valeur la terre qui lui est affectée (le développement exponentiel de l'agriculture irriguée sur la zone du projet le prouve suffisamment).

Cette contradiction en termes de logiques juridiques et de base de systèmes juridiques font que l'harmonisation sera difficile, mais le caractère inclusif et durable du projet en dépend. Il est cependant clair que l'option 1 correspondait beaucoup plus aux orientations développées dans le présent livrable, avec une affectation foncière par les collectivités locales et la possibilité de signer des conventions avec des privés.. En effet, l'option 3 ne reprend pas le caractère participatif et inclusif du PDIDAS, mais penche plutôt pour une approche centralisée et administrative.

6. LES OBJECTIFS DE L'OPÉRATION PILOTE DU PDIDAS

Étant donné les conditions locales tendues (voir introduction et le diagnostic territorial du livrable A1), il est primordial pour le Projet d'intégrer qu'il est possible que dans plusieurs zones l'on ne parvienne pas à un accord pour l'installation du PDIDAS, même après plusieurs ateliers.

C'est pour cela que la stratégie d'installation du Projet dans cette première phase devra être de fonctionner comme **une véritable Opération Pilote** dans laquelle il faudra expérimenter des solutions innovantes, par exemple en ce qui concerne les compensations aux éleveurs. La démarche « profil bas » qui est fortement recommandée implique donc de mettre en œuvre la première phase du PDIDAS sous forme d'une opération pilote, à faire évoluer progressivement et en concertation au vue des premiers résultats.

En termes opérationnels, cela implique l'installation très progressive et prudente des aménagements. Au vu du contexte local très tendu, nous proposons donc de viser seulement un minimum de trois premiers aménagements dans la première phase du projet, c'est-à-dire d'un aménagement par zone d'acceptation sociale (cf. ci-dessous les trois zones considérées), afin d'utiliser la future réussite de ces premiers aménagements pour progressivement convaincre les populations locales.

Les trois zones d'acceptation sociales sont (voir carte ci-jointe), classées de la plus à la moins socialement favorable :

- a. Le Gandiolais
- b. Les rives du lac de Guiers
- c. La zone des *Thianaldé*

De plus, étant donné l'originalité de la démarche inclusive et durable du PDIDAS, cette phase « pilote » permettra au Projet de tester et peaufiner l'approche avant de la reproduire à plus grande échelle.

Annexe 1

Informations **indicatives** concernant les différentes Communautés rurales sur les premières zones d'aménagement possibles et les conditionnalités indiquées lors des ateliers¹⁷

(à reprendre avec les populations locales lors de l'étape 2 de la démarche inclusive)

1. COMMUNAUTÉ RURALES DE FASS

a. Zones avec un potentiel en terre disponible :

- Zone de Thiagnaldé 1
- Zone de Thiagnaldé 2
- Peut-être une partie de la zone de Fass

b. Zones saturées :

- Zone Diéri : présence d'une agriculture maraichère arrosé à partir des puits.

c. Eléments de condition d'affectation des terres

- mise en place de point d'abreuvement du bétail
- formation des paysans aux nouvelles techniques culturales
- mis en place d'un grand bassin d'eau pour l'abreuvement du bétail ;
- rentabilité financière et sociale pour la population,
- prise en compte des jeunes,
- protection des réserves foncières de la communauté rurale,
- limitation de la durée des affectations foncières,
- respecter les règles et prescriptions du POAS de la CR,
- partage équitables des terres aménagées,
- prendre en priorités les jeunes de la communauté rurale suivant les niches d'emploi générés par l'installation des investisseurs,
- répondre aux besoins de la population,
- appui aux investissements prévus dans le cadre du POAS et du PLD

2. COMMUNAUTÉ RURALE DE NDIÉBÈNE GANDIOLE

a. Zones avec un potentiel en terre disponible :

- Partie Sud de la CR : la zone de Wague, espace à cheval entre plusieurs communautés rurales avec un disponible foncier de plus de 8.000 ha, elle va de Ndialakhar à Gnéling Mbao.
- Une partie de la zone est de la CR
- Et quelques potentiels niches de terres attribuées à des paysans.

b. Zones Saturées :

¹⁷ Voir en **annexe 5** la grille de dialogue participatif qui a été utilisée

- Les espaces qui sont dans la zone Takk (près du Fleuve)

c. Eléments de condition d'affectation des terres

- rétrocession d'une partie des terres aménagées par les investisseurs aux populations,
- discuter de l'emplacement des périmètres suivant la proximité du fleuve, faire en sorte que les paysans, dont les moyens sont limités occupent la zone la près du Fleuve,
- construire le canal du Gandiolais,
- aider/appuyer/financer la mise sur pied d'une mutuelle de santé,
- désenclavement des zones de production,
- partages équitables des terres aménagées,
- aménager et rétrocéder au moins 50% (5000 sur 10.000 ha) des terres aménagées à la population,
- Appui budgétaire au Conseil rural pour la réalisation de d'AEP, pour la réhabilitation des pistes de production, pour l'électrification des villages, etc.
- Mise en place d'un comité composé du conseil rural, des représentants des zones, des OCB et des Cadre de développement.
- Installation des investisseurs le plus loin possible des sources d'eau,
- Construction d'un district sanitaire ou d'un hôpital,
- Tenir en compte le zonage du POAS,
- Construire des pistes pour le bétail,
- Mettre à la disposition des éleveurs et de leurs bétails des résidus de récoltes appréciées et appétibles sans aucune toxicité,
- Etablir des cahiers de charges,
- Préciser des durées au bout desquels une évaluation sera faite et le contrat pourrait être revue en fonction de l'avancé et du respect des engagements de des investisseurs,
- Contrat de vente/ achat des récoltes des populations riveraines aux investisseurs

3. COMMUNAUTÉ RURALE DE KEUR MOMAR SARR

a. Zones avec un potentiel en terre disponible

Des terres sont potentiellement disponibles dans toutes zones.

b. Zones Saturées :

- Les zones de Ndour 2 Telléré et de Ndiassarnabé Aly sont des zones à fortes dominantes pastorales.

c. Eléments de condition d'affectation des terres

- Association de culture entre privés et paysans
- Mettre en place des stations de pompage au niveau de chaque zone avec des compteurs,
- Partage équitable des terres aménagées entre population et investisseurs,
- Mettre des grillages sur les terres aménagées, surtout dans la zone de Diassarnabé Aly,
- Les emplois générés par l'installation de l'investisseur doivent revenir aux populations des villages riveraines,
- des conditions avec des termes claires, des durées précises, des conditions de mise en valeur claires et le mode d'affectation des terres,

- allouer des terres suivant le zonage du POAS et respecter les règles qui ont été établies par la population,
- cahier des charges sur une durée bien définie,
- appui budgétaire au conseil rural
- appui à la commercialisation des récoltes,
- la réalisation de pistes de production,
- la réalisation de piste de bétail,

4. COMMUNAUTÉ RURALE DE DIAMA

a. Zones avec un potentiel en terre disponible

- Zone de Takk Gagne, partie Est de la Communauté rurale

b. Zones Saturées :

- Dans la zone de Takk Gagne qui est choisie (celle concernée par le PDIDAS) la présence de la zone du PDMAS au nord et le réserve du Ndiael au sud rendra difficile la finalisation du choix, à moins de s'orienter plus à l'ouest (zone de Takk Gagne ou de Thianialdé).

c. Eléments de condition d'affectation des terres

- Les promoteurs doivent se limiter aux parties qu'ils peuvent mettre en valeur et céder le reste aux paysans.
- Définition de contrats avec des closes sur les volets sociaux, sanitaire, création emplois, etc.
- Appui budgétaire au conseil rural,
- Faire en sorte que la population puisse disposer de moyens après que la terre soit aménagée pour cultiver,
- Aider à la production et la commercialisation des récoltes des paysans,
- Rétrocéder une partie des périmètres à la population,
- Installer les investisseurs dans les zones qui ne peuvent être exploités ou difficilement exploitables par les paysans,
- Dédommager les populations impactées par les travaux de construction de canaux,
- Faciliter l'accès au crédit pour les paysans,
- Accompagner les paysans et appuyer à la vente/commercialisation des produits de la récolte ;

5. COMMUNAUTÉ RURALE DE GANDON

a. Zones avec un potentiel en terre disponible

- Partie Diéri de la CR, notamment les zones Rao, Gandon, Toubé,
- Les terres affectées à des villages ou des résidents qui ne sont pas exploitées dans les différentes zones de la CR

b. Zones Saturées :

- Ndialakhar : zones de Lampsar et de Ndialakhar
- La quasi-totalité des terres qui sont proches de l'eau : mais une bonne partie de ces terres ne fait pas l'objet d'une exploitation.

c. Eléments de condition d'affectation des terres

- partenariats gagnant-gagnant avec des formules de partage des bénéfices, par exemple 70% pour les investisseurs et 30% pour la population suivants les conditions de l'entente ;
- De même, l'investisseur pourrait aussi rétribuer à hauteur de 50% les aménagements réalisés, en plus des infrastructures structurants notamment dans les zones qui sont un peu éloignées des points d'eau.
- Appui budgétaire,
- Eviter la mutation des terres au nom des promoteurs privés,
- partenariats avec des formules de 60% pour les investisseurs.

6. COMMUNAUTÉ RURALE DE NGNITH

a. Zones avec un potentiel en terre disponible

- Une zone d'environ 600 ha (à l'ouest de la route et pas loin du site de WAF) a été indiquée avec l'emplacement précis dès la réunion lors de la mission de Perrine (j'y étais avec Badji). Après la R1 (à laquelle j'ai assisté) où il fallait encore donner des explications sur le projet, le travail de pré identification devait se poursuivre. Je ne connais pas les résultats de la R2

b. Zones Saturées :

- Terres proches du lac qui sont occupées par les exploitants locaux ; même si certaines de ces terres sont peu cultivées (salinité, manque de moyens des villageois, etc.)

7. COMMUNAUTÉ RURALE DE MBANE

Du fait de la situation institutionnelle de la CR, processus de sélection encore impossible à initier. Mais les responsables informels des différentes zones de la CR sont en train de tenir des concertations dont les résultats devaient être transmis au sous-préfet.

8. COMMUNAUTÉ RURALE DE SYËR

Annexe 2

Modèle de l'Accord-cadre d'Aménagement



REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
Secrétariat Général du Ministère

**Projet de Développement Inclusif et Durable de l'Agribusiness
au Sénégal (PDIDAS)**

**Développement de méthodes d'allocation de terrains par les
communautés rurales
et identification de leurs besoins en assistance technique**

Zones de Gandon et du lac de Guiers

*Accord-cadre d'Aménagement
pour le site de*

Accord-cadre d'Aménagement

Nous, soussignés, nous sommes accordés sur les conditions suivantes dans lesquelles l'aménagement de hectares de périmètre irrigué sur le site de pourra être mis en œuvre.

Nous validons aussi les informations du dossier technique présenté en annexe de ce présent document et nous attestons avoir pris connaissance de la description détaillée des conditionnalités pour une installation inclusive et durable du PDIDAS.

Fait pour valoir à ce que de droit, le à

Pour Monsieur le Sous-Préfet : Pour le PDIDAS :

Pour le Conseil Rural de : Pour le village de :

Pour le Conseil Rural de : Pour le village de :

I. Conditionnalités visant les familles désaffectées

O/N

I.1. Contreparties retenues¹⁸ :

- Affectation de parcelles sur l'aménagement

☐

Si oui, préciser la superficie affectée par famille désaffectée¹⁹ :

- Engagement en main d'œuvre agricole chez les privés

☐

- Appuis à la production de l'exploitation familiale

☐

Si oui, préciser et détailler, en prenant exemple des conditionnalités du point II.3. ci-après :

- Autre:

☐

Si oui, préciser :

I.2. Prise en charge de l'aménagement des parcelles du périmètre PDIDAS qui seront ensuite affectées aux exploitations familiales

- Aménagement du réseau hydraulique primaire
- Aménagement du réseau hydraulique secondaire
- Aménagement du réseau hydraulique tertiaire
- Aménagement de la parcelle

☐☐☐☐

I.3. Soutien à l'intensification sur les parcelles du périmètre PDIDAS qui seront affectées aux exploitations familiales

- Fourniture d'intrants à prix coutant
- Fourniture d'un premier crédit de campagne (= fond de roulement)

☐☐

- Autre:

☐

Si oui, préciser :

¹⁸ Les parties prenantes peuvent décider de laisser à la famille désaffectée le choix d'une contrepartie parmi plusieurs options possibles.

¹⁹ La « règle du 1/3 » peut être utilisée : étant donné que l'aménagement des parcelles accroîtra considérablement la production à l'hectare, l'ancien affectataire peut se voir attribuer 1/3 de la superficie anciennement possédée.

II. Conditionnalités visant les exploitations familiales de la zone d'installation de l'aménagement

II.1. Favoriser la main d'œuvre locale

Mesures et engagements pour l'emploi de la main d'œuvre locale non qualifiée :

- Priorité à la main d'œuvre locale ☐
- Répartition de la main d'œuvre par localité ☐

Si oui, préciser :

- Autre : ☐

Si oui, préciser :

Mesures et engagements pour une meilleure qualification de la main d'œuvre locale :

- Journées techniques sur site : ☐

Si oui, préciser le contenu et les partenaires potentiels (Privés, CIFA, etc.) :

- Programmes de formation technique ☐

Si oui, préciser le contenu, les groupes cibles (femmes, jeunes...) et les partenaires potentiels (CIFA, CEGER, etc.) :

II.2. Appuis au développement social

- Appuis à l'installation d'infrastructures ☐

Si oui, préciser :

- Autre : ☐

Si oui, préciser :

II.3. Atténuation des impacts néfastes de l'aménagement sur l'élevage

Application effective du POAS

- Mesures prises pour le **respect** ou le **remplacement** (*aménagement hydraulique*) de chaque point d'eau officiel du POAS :
 - *Toufndé* : Respecté ☐ Remplacé ☐
 - *Toufndé* : Respecté ☐ Remplacé ☐
 - *Toufndé* : Respecté ☐ Remplacé ☐
 - *Toufndé* : Respecté ☐ Remplacé ☐
 - *Toufndé* : Respecté ☐ Remplacé ☐
 - *Toufndé* : Respecté ☐ Remplacé ☐
- Mesures prises pour le remplacement des pâturages détruits :
 - Mise à disposition gratuite des sous-produits de récolte ☐
 - Mise à disposition d'eau pour prairies de recrues²⁰ ☐
 - Aménagement parcelles pour prairie de décrue ☐
 - Affectation de parcelles du périmètre à des cultures fourragères ☐
 - Autre : ☐

II.4. Appuis au développement des filières :

- Amélioration des pistes de production et voies de communication ☐
Si oui, préciser :
- Infrastructures (stockage, conditionnement...) : ☐
Si oui, préciser :
- Autre : ☐
Si oui, préciser :

II.5. Appuis à l'installation de jeunes agribusiness locaux :

- Stages d'entreprise pour formations sup. locales en agribusiness (UGB, UCAD...) ☐

²⁰ Technique d'inondation contrôlée ponctuelle en saison sèche pour une repousse de la végétation naturelle (Defrance, 2003). Réalisé pour un apport supplémentaire de fourrage avec un investissement raisonnable dans la CR de Ross-Béthio avec l'appui de la GTZ. Durant la saison sèche, quelques inondations contrôlées d'une semaine sont réalisées de façon espacée sur une cinquantaine d'hectares de steppe arbustive, à partir d'une irrigation gravitaire à partir d'un canal (des sillons d'irrigation peuvent être ajoutés perpendiculairement au canal pour faciliter la diffusion de l'inondation contrôlée). Des fauches sont ensuite réalisées un mois après la fin de la mise en eau, avec une disponible fourrager de 2,45 t MS/ha. Environ 500 têtes de bovins pourraient donc être exclusivement nourries pendant un mois à chaque mise en eau. Cet apport pourrait bénéficier aux animaux les plus faibles ou aux vaches laitières dont le déficit alimentaire est le plus important.

- Affectation de parcelles à ces jeunes entrepreneurs, en fin de formation
- Soutien bancaire à l'installation

☐
☐

III. Conditions d'affectation sur les aménagements (statut foncier de l'affectation)

- Durée de l'affectation (bail ?) :
- Conditions de mise en valeur :
 - intensité culturale minimum (entourer) : 1 2 3
 - autre (*Si oui, préciser*) :
- Autre condition de l'affectation :

IV. Représentants des parties prenantes de l'aménagement, au sein du *Comité de Sélection et de Suivi du PDIDAS*

- Représentants des Conseils Ruraux de l'aménagement :
 - M.
 - M.
 - M.
- Représentants des chefs de villages de l'aménagement :
 - M.
 - M.
 - M.
- Autres représentants des populations de l'aménagement :
 - M.
 - M.
 - M.
- Représentants des privés de l'aménagement :
 - M.
 - M.
 - M.
- Représentant des jeunes agriculteurs et éleveurs :
 - M.
- Représentante des femmes:
 - M.

Annexe de l'Accord-Cadre d'Aménagement :

Dossier Technique d'Aménagement

- Nom du site/lieu-dit
- Cartographie : extrait Google Earth localisant le site
- Zone(s) POAS concernée(s), avec carte du zonage POAS
- Estimation des superficies disponibles
- Distance à la source d'eau (cartographie)
- Caractéristiques des sols
- État des pistes de production et autres voies de communication permettant l'évacuation des productions (cartographie)
- Communautés rurales affectées par l'aménagement, y compris par son emprise, ses canaux d'amenée d'eau...
- Utilisations/occupation actuelles des terres, y compris par le pastoralisme, la cueillette...
- Village (s) et résidences (hameaux, campements...)²¹ affectés par l'aménagement, y compris par son emprise, ses canaux d'amenée d'eau...
- Procès-verbal de la visite de terrain

²¹ Cette précision est essentielle : beaucoup d'agglomérations ne sont pas administrativement considérées comme « villages » et ne sont pas listées, en particulier ce que l'on nomme « campement » d'éleveurs, qui, contrairement à ce que laisse penser le terme, sont souvent des agglomérations permanentes et conséquentes (le terme de campement est associé en fait à la pratique d'élevage de ses résidents).. Cette liste ne doit donc surtout pas être constituée uniquement à partir de la liste administrative des villages, mais doit être complétée au regard des déclarations des populations.

Avenant à l'Accord-cadre d'Aménagement

Nous, soussignés, nous sommes accordés sur l'identification ci-après des personnes qui utilisaient les terres où va être installé l'aménagement PDIDAS de et ses emprises.

*Fait pour valoir à ce que de droit, le à
.....*

Pour Monsieur le Sous-Préfet : Pour le PDIDAS :

Pour le Conseil Rural de : Pour le village de :

Pour le Conseil Rural de : Pour le village de :

Pour le Conseil Rural de : Pour le village de :

Récapitulatif des usagers qui utilisent les terres sur lesquelles le périmètre et ses emprises vont être installés (liste des bénéficiaires des futurs Contrats PDIDAS de Désaffectation) :

Annexe 3

Modèle du *Contrat PDIDAS de Désaffectation*



REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
Secrétariat Général du Ministère

**Projet de Développement Inclusif et Durable de l'Agribusiness
au Sénégal (PDIDAS)**

**Développement de méthodes d'allocation de terrains par les
communautés rurales**

et identification de leurs besoins en assistance technique

Zones de Gandon et du lac de Guiers

Contrat PDIDAS de Désaffectation

Site de

Contrat PDIDAS de Désaffectation

Nous, soussignés, nous sommes accordés sur les conditions ci-après dans lesquelles le/la dénommé/ée

.....

accepte de renoncer à ses droits sur les terres se situant sur le site du périmètre irrigué de

Nous attestons aussi avoir pris connaissance de l'Accord-Cadre d'Aménagement du périmètre concerné et du procès-verbal du Conseil Rural concerné, validant cet Accord-Cadre.

*Fait pour valoir à ce que de droit, le
à*

Pour Monsieur le Sous-Préfet : Pour le PDIDAS :

Pour le Conseil Rural de : Le/la dénommé/ée :

I. Contrepartie à l'utilisation agricole des terres désaffectées

O/N

I.1. Affectation de parcelles sur l'aménagement

- Superficie affectée :
- Statut foncier de l'affectation :
 - Propriété privée :
 - Bail emphytéotique
 - autre (*Si oui, préciser*) :

☐☐

I.2. Prise en charge de l'aménagement des parcelles du périmètre PDIDAS qui seront ensuite affectées aux exploitations familiales

- Aménagement du réseau hydraulique primaire
- Aménagement du réseau hydraulique secondaire
- Aménagement du réseau hydraulique tertiaire
- Aménagement de la parcelle
- Soutien bancaire à l'installation

☐☐☐☐☐

I.3. Soutien à l'intensification sur les parcelles du périmètre PDIDAS qui seront affectées aux exploitations familiales

- Fourniture d'intrants à prix coutant
- Fourniture d'un premier crédit de campagne (= fond de roulement)
- Autre:
Si oui, préciser :

☐☐☐

II. Contrepartie à l'utilisation pastorale des terres désaffectées

II.1. Mesures prises pour le **respect** ou le **remplacement (aménagement hydraulique)** de chaque point d'eau pastoral touché :

- *Toufndé* : Respecté ☐ Remplacé ☐
- *Toufndé* : Respecté ☐ Remplacé ☐
- *Toufndé* : Respecté ☐ Remplacé ☐

II.2. Mesures prises pour le remplacement des pâturages détruits :

- Mise à disposition d'eau pour prairies de recrues
- Aménagement parcelles pour prairies de recrues
- Affectation de parcelles du périmètre à des cultures fourragères
- Autre :

☐☐☐

Annexe 4

Modèle de *Contrat d'Affectation*



REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
Secrétariat Général du Ministère

**Projet de Développement Inclusif et Durable de l'Agribusiness
au Sénégal (PDIDAS)**

**Développement de méthodes d'allocation de terrains par les
communautés rurales
et identification de leurs besoins en assistance technique**

Zones de Gandon et du lac de Guiers

Contrat d'Affectation

site de

Contrat d'Affectation

Nous, soussignés, nous sommes accordés sur les conditions ci-après dans lesquelles le/la dénommé/ée

.....

est reconnu/ue attributaire de terres dans le périmètre irrigué de

Nous attestons aussi avoir pris connaissance de l'Accord-Cadre d'Aménagement du périmètre concerné et du procès-verbal du Conseil Rural concerné, validant cet Accord-Cadre.

*Fait pour valoir à ce que de droit, le
à*

Pour Monsieur le Sous-Préfet : Pour le PDIDAS :

Pour le Conseil Rural de : Le/la dénommé/ée :

I. Nature de l'affectation foncière, compatibles avec l'Accord-Cadre d'Aménagement de l'aménagement concerné

O/N

- Superficie affectée :
- Nature et durée de l'affectation:
- Conditions de mise en valeur :
 - intensité culturale minimum (entourer) : 1 2 3
 - autres conditions de mise en valeur :
- Autres éléments du statut/droit foncier attribué :

II.. Contreparties fournies par l'affectataire :

II.1. Participation à l'aménagement des parcelles affectées aux exploitations familiales

- Prise en charge de l'aménagement du réseau hydraulique primaire ☐
- Prise en charge de l'aménagement du réseau hydraulique secondaire ☐
- Prise en charge de l'aménagement du réseau hydraulique tertiaire ☐
- Prise en charge de l'aménagement des parcelles des exploitations familiales ☐

II.2. Compensation des pertes pour l'élevage:

- Application effective du POAS : **respect** ou le **remplacement (aménagement hydraulique)** de chaque point d'eau officiel du POAS :
 - Toufndé : Respecté ☐ Remplacé ☐
 - Toufndé : Respecté ☐ Remplacé ☐
 - Toufndé : Respecté ☐ Remplacé ☐
 - Toufndé : Respecté ☐ Remplacé ☐
 - Toufndé : Respecté ☐ Remplacé ☐
 - Toufndé : Respecté ☐ Remplacé ☐
- Mesures prises pour le remplacement des pâturages détruits :
 - Mise à disposition gratuite des sous-produits de récolte ☐
 - Mise à disposition d'eau pour prairies de recrues²² ☐
 - Aménagement parcelles pour prairie de décrue ☐

²² Technique d'inondation contrôlée ponctuelle en saison sèche pour une repousse de la végétation naturelle (Defrance, 2003). Réalisé pour un apport supplémentaire de fourrage avec un investissement raisonnable dans la CR de Ross-Béthio avec l'appui de la GTZ. Durant la saison sèche, quelques inondations contrôlées d'une semaine sont réalisées de façon espacée sur une cinquantaine d'hectares de steppe arbustive, à partir d'une irrigation gravitaire à partir d'un canal (des sillons d'irrigation peuvent être ajoutés perpendiculairement au canal pour faciliter la diffusion de l'inondation contrôlée). Des fauches sont ensuite réalisées un mois après la fin de la mise en eau, avec une disponible fourrager de 2,45 t MS/ha. Environ 500 têtes de bovins pourraient donc être exclusivement nourries pendant un mois à chaque mise en eau. Cet apport pourrait bénéficier aux animaux les plus faibles ou aux vaches laitières dont le déficit alimentaire est le plus important.

II.3. Soutien à l'intensification sur les parcelles du périmètre PDIDAS qui seront affectées aux exploitations familiales

- Fourniture d'intrants à prix coutant
- Fourniture d'un premier crédit de campagne (= fond de roulement)
- Journées techniques sur site :

Si oui, préciser :

- Appuis à programmes de formation technique

Si oui, préciser l'appui, les groupes cibles (femmes, jeunes...) et les partenaires potentiels (CIFA, CEGER, etc.) :

II. 4. Favoriser le développement social et économique

- Engagement de main d'œuvre locale
- Stages d'entreprise pour formations sup. locales en agribusiness (UGB, UCAD...)
- Appuis à l'installation d'infrastructures

Si oui, préciser :

- Amélioration des pistes de production et voies de communication

Si oui, préciser :

- Infrastructures filières (stockage, conditionnement...) :

Si oui, préciser :

- Autre :

Si oui, préciser :

Annexe 5

Supports du diagnostic participatif mis en œuvre lors du dialogue de l'équipe avec les populations locales

1 IDENTIFICATION ET DESCRIPTION DES AVANTAGES ET INCONVENIENTS SELON LES POPULATIONS

	Identification/description des avantages et inconvénients selon les populations du projet PDIDAS pour les différents groupes cibles de la CR				
« Groupes-cibles »	Pour ceux qui détenaient/exploitaient des terres qui vont être aménagées	Pour ceux dont les aménagements va entrainer des changements dans leurs activités ressources de la terre (cueillette, pâturage, etc.)	Pour les villages concernés	Pour la la CR	Pour le Sénégal
Avantages/bénéfices aux plans : <ul style="list-style-type: none"> • Economique • Social • Environnemental • 					
Inconvénients/pertes aux plans : <ul style="list-style-type: none"> • Economique • Social • Environnemental • 					
Quelles sont les inquiétudes ?					

2. IDENTIFICATION ET DESCRIPTION DES AVANTAGES ET INCONVENIENTS SELON LES POPULATIONS

	Identification/description selon les populations des mesures permettant de concrétiser les avantages et d'atténuer les inconvénients et inquiétudes face au Projet PDIDAS pour les différents groupes cibles de la CR				
« Groupes-cibles »	Pour ceux qui détenaient/exploitaient des terres qui vont être aménagées	Pour ceux dont les aménagements va entraîner des changements dans leurs activités ressources de la terre (cueillette, pâturage, etc.)	Pour les villages concernés	Pour la la CR	Pour le Sénégal
Quelles mesures seraient nécessaires pour que les avantages/bénéfices se concrétisent aux plans : <ul style="list-style-type: none"> • Economique • Social • Environnemental • 					
Quelles mesures pour atténuer/solutionner les inconvénient/perte s aux plans <ul style="list-style-type: none"> • Economique • Social • Environnemental • 					

3. LOCALISATION : OU SONT SE SITUENT LES TERRES POUVANT ETRE ACCUEILLIR DES INVESTISSEURS (PLUSIEURS SITES POSSIBLES)

	Site/ nom du site	Estimation des superficies disponibles (ha)	Caractéristiques des sols (types de sols)	Utilisations/occupation actuelles des terres	Village (s) concernés ou proches
1					
2					
3					
4					
5.					
...					
...					
...					

4. Cadrage méthodologique : grille pour la préparation par les populations de l'atelier R2

	Définition des conditions auxquels les populations acceptent d'affectation des terres à des investisseurs et des éléments des conditions contractuelles				
	Pour ceux qui bénéficiaient des terres qui vont être aménagées	Pour ceux dont la présence de l'aménagement va entraîner des changements dans leurs activités ressources de la terre (cueillette, pâturage, etc.)	Pour les villages concernés	Pour la communauté rurale	Pour le Sénégal
•					

5. CONDITIONS POUR LA SELECTION DES PRIVES, LE SUIVI DES AFFECTATIONS ET LE RESPECT DES ENGAGEMENTS DE CHAQUE PARTIE

Qui doit être membre du comité de sélection et de suivi ?

Quelle périodicité dans la réévaluation des conditions ?

.....

Annexe 6

Exemple de règles établies participativement dans un
Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols
(Communauté Rurale de Fass, SAED, 2009)

LE CONSEIL RURAL DE FASS

Vu la constitution, notamment à son article 102 ;

Vu la loi 9606 portant code des collectivités locales ;

Vu la loi N° 96-07 du 22 mars 1996 portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales ;

Vu la loi 6446 du 17 juin 1946 relative au domaine national ;

Vu la loi N° 2001-01 du 15 Janvier 2001 portant code de l'environnement ;

Vu la loi n°65557 du 21 juillet 1965 portant code des contraventions

Vu la loi n°7666 du 2 juillet 1976 portant code du domaine de l'Etat ;

Vu le décret n°80268 du 10 mars 1980 portant organisation des parcours de bétail et fixant les conditions d'utilisation des pâturages ;

Vu le Décret N° 96-1122 du 27 décembre 1996 relatif à la convention type fixant les conditions et les modalités d'utilisation des services extérieurs de l'Etat.

Vu le Décret N° 96-1123 du 27 décembre 1996 relatif à l'utilisation par les collectivités locales des services extérieurs de l'Etat ;

Vu le Décret 96-1130 du 27 décembre 1996 portant application de la loi de transfert de compétences aux régions, aux Communes et aux Communautés Rurales en matière de gestion et d'utilisation du domaine privé de l'Etat, du domaine public et du domaine national ;

Vu le Décret N° 96-1132 du 27 décembre 1996 portant application de la loi de transfert de compétences aux Régions, aux Communes et aux Communautés Rurales en matière d'Aménagement du Territoire ;

Vu le Décret N° 96-1133 du 27 décembre 1996 portant application de la loi de transfert de compétences aux Régions, aux Communes et aux Communautés Rurales en matière de Planification ;

Vu le Décret N° 96-1134 du 27 décembre 1996 portant application de la loi de transfert de compétences aux Régions, aux Communes et aux Communautés Rurales en matière d'Environnement et de Gestion des Ressources Naturelles ;

Vu le Décret N° 96-1135 du 27 décembre 1996 portant application de la loi de transfert de compétences aux Régions, aux Communes et aux Communautés Rurales en matière de Santé et d'Action Sociale ;

Vu le Décret N° 96-1136 du 27 décembre 1996 portant application de la loi de transfert de compétences aux Régions, aux Communes et aux Communautés Rurales en matière d'Education, d'Alphabétisation, de Promotion des Langues Nationales et de Formation Professionnelle ;

Vu le Décret N° 96-1137 du 27 décembre 1996 portant application de la loi N° 96-07 du 27 mars 1996 portant transfert de compétences aux Régions, aux Communes et aux Communautés Rurales en matière de Culture ;

Vu le Décret N° 96-1138 du 27 décembre 1996 portant application de la loi de transfert de compétences aux Régions, aux Communes et aux Communautés Rurales en matière d'Urbanisme et d'Habitat ;

Vu le Décret N° 96-1139 du 27 décembre 1996 portant application de la loi de transfert de compétences aux Régions, aux Communes et aux Communautés Rurales en matière de Jeunesse et de Sport ;

Vu le Décret N°98-399 du 5 mai 1998 fixant les modalités de création, d'organisation et fonctionnement des Agences régionales de Développement ;

DELIBERE :

Section 1 : Vocation des terres

R 1. Le Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols définit trois types de zone de vocation des terres :

- ⇒ la zone agro-pastorale à priorité agricole
- ⇒ la zone pastorale
- ⇒ la zone d'habitation.

Le territoire de la communauté rurale se répartit ainsi en fonction de ces trois types de zone.

Section 2 : Points d'eau pastoraux

R.2 Sont reconnus officiellement comme points d'abreuvement du bétail :

☞ Les ouvertures suivantes sur les cours d'eau

Appellation locale	Village le plus proche
<i>Bountou Daathie</i>	Ndiobène Takhbeuth
<i>Diaraw</i>	Takhbeuth Peul

☞ Les mares d'hivernage listées ci-après

Appellation locale	Village le plus proche
<i>Saadiop</i>	Mbirane Gaye
<i>Ndolli</i>	Ndakhar 1
<i>Déég Namaary</i>	Teumb
<i>Guélakh</i>	Takhbeuth Ouolof
<i>Gawou Bour</i>	Taakhbeuth Ouolof
<i>Deegu Weurse</i>	Takhbeuth Ouolof
<i>Mbandoum Guélakh</i>	Gatty Teff
<i>Deegu Thirmoye</i>	Sinthiou Thirmoye
<i>Deegu Kadd</i>	Thirmoye
<i>Maafall</i>	Mboulouk
<i>Ngoro</i>	Gogno Cadior Peulh
<i>Deegu Mbambara</i>	Gogno Bambara
<i>Baysaar</i>	Khatète
<i>Deegu Mady</i>	Mbendjie
<i>Déég Sokkaam</i>	Fass
<i>Wakhandé</i>	Fass

Appellation locale	Village le plus proche
<i>Ngar</i>	Fass
<i>Tibbô</i>	Fass
<i>Ngari boul</i>	Mboye
<i>Mawndou Dowbolol</i>	Sinthiou Thirmoye
<i>Babacar Gui</i>	Talbakhlé Wolof
<i>Déegu Thianialdé</i>	Talbakhlé Wolof
<i>Mbelogne</i>	Keur Seya
<i>Kanjoudji</i>	Mboye
<i>Déegou Cimong</i>	Youkhoulène
<i>Baye Gora</i>	Yassagne
<i>Mbokhoss</i>	Ndakhar Peul II
<i>Déégar</i>	Ndakhar Peul I
<i>Mora</i>	Ndioumnane

☞ Les abreuvoirs listés ci-après :

- Mpal Dioungo ;
- Mbakhaas Wollof ;
- Mbakhaas Peul ;
- Santhiou Aly Ngom ;
- Boubacar Madina Mbaye
- Yade Peul
- Takhbeut peul
- Fass Ngom
- Fass Peul
- Mbaye Mbaye Sarr
- Khelcom Diop
- Khatète
- Dioungo Peul K Arona
- Talbakhlé wolof
- Talbakhlé peul
- Keur séya
- Simél
- Gogn kador
- Gogno mbambar
- Khataly

R.3 La liste des points d'eau, sur cours d'eau ou sur mare temporaire, pourra évoluer sur délibération du Conseil rural, à chaque fois que le besoin se fera sentir.

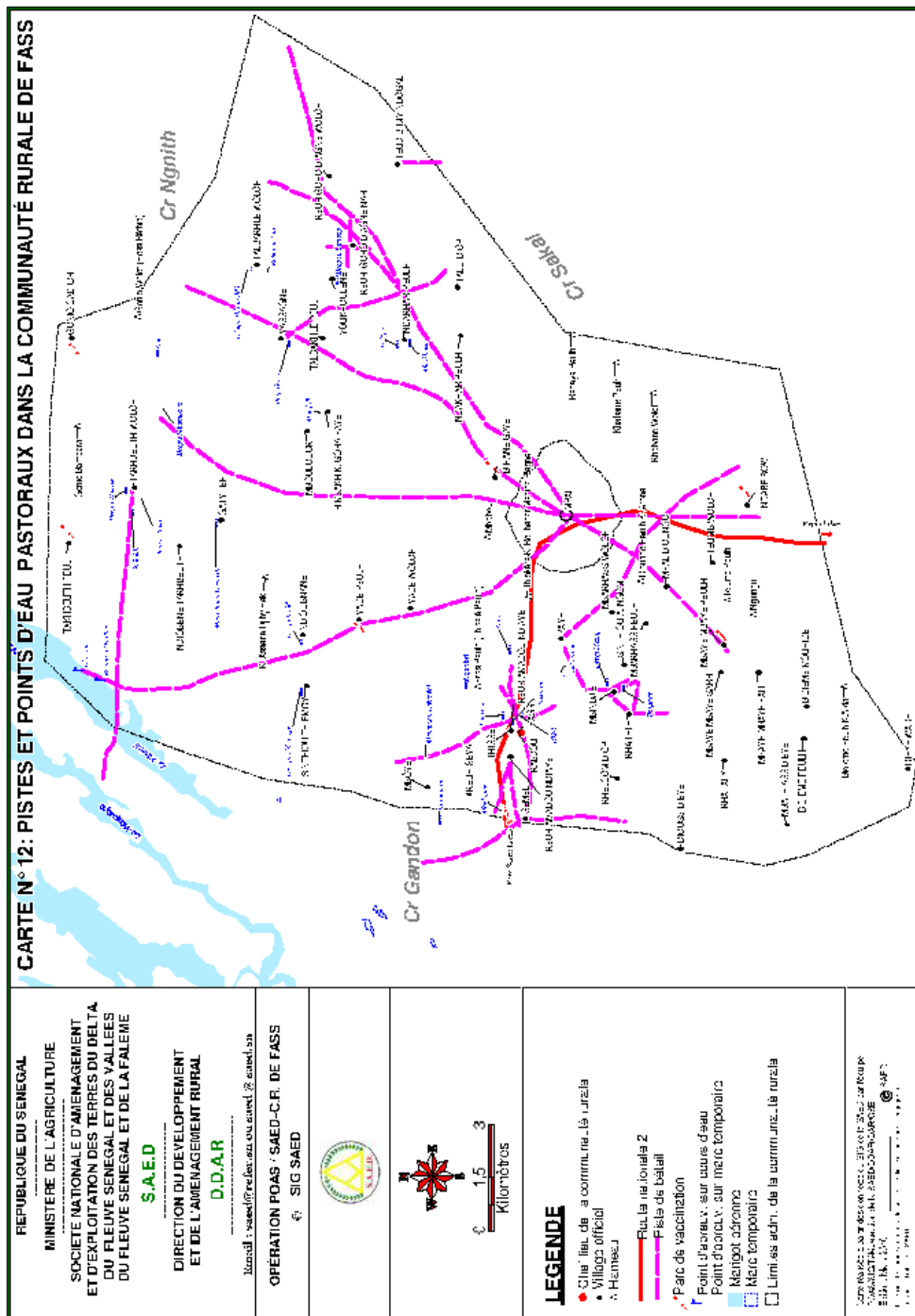
R.4 L'accès du bétail aux points d'eau pastoraux est un droit reconnu et garanti par le présent plan en toute saison. Toute activité ou occupation susceptible de la gêner est interdite et passible de sanction pour manquement aux dispositions du Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols

Section 3 : Pistes de bétail

R. 5 Les couloirs officiels d'accès du bétail aux points d'eau pastoraux sont arrêtés par le Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols selon le tracé ci-après. La liste pourra évoluer sur délibération du Conseil rural, à chaque fois que le besoin se fera sentir.

R.6 Les pistes de bétail doivent respecter une largeur d'au minimum 100 mètres. Le Conseil rural pourvoira aux mesures et dépenses nécessaires à leur délimitation et leur matérialisation.

R.7 La libre circulation du bétail dans les pistes officielles constitue un droit reconnu et garanti par le présent plan en toute saison. Toute activité ou occupation susceptible de la gêner est interdite et sera sanctionnée.



Section 4 : Vaine Pâture

- R 8. L'accès du bétail aux parcours post-culturels de tous types est obligatoire dans toute exploitation libérée. En conséquence, toute pratique susceptible de l'aliéner est interdite et passible de sanction.
- R 9. Le Conseil rural dressera une liste des champs qui, en raison de la particularité des cultures qui y sont faites ou de la nature des aménagements, devront être libérés de l'obligation de vaine pâture. Toutefois, les propriétaires des champs non libérés devront seuls assurer les charges nécessaires à la protection de leurs périmètres. Ils ne pourront prétendre à aucune réparation en l'absence de protection.
- R 10. La liste des champs libérés de l'obligation de vaine pâture pourra évoluer, sur délibération du Conseil rural, chaque fois que le besoin se fera sentir.
- R 11. Le Conseil rural est chargé, en relation avec les responsables désignés des producteurs concernés, d'organiser et de suivre, annuellement, l'accès progressif aux champs libérés, en particulier par la définition de dates de début et de fin de récolte.

Section 5 : La zone agro-pastorale à priorité agricole

Dans ce type de zone, les règles suivantes sont appliquées, en sus des règles valables sur tout le territoire de la communauté rurale.

- R 12. Pendant la saison des cultures, le déplacement du bétail est interdit en dehors des pistes de bétail. Tout cas de divagation sera puni sur la base d'une estimation des dégâts qui seront remboursés et d'une sanction pour manquements aux règles d'occupation des sols.
- R 13. Le parcours du bétail est toléré dans tout l'espace non cultivé en toute saison. Mais l'éleveur est entièrement responsable des préjudices que son troupeau pourrait causer aux champs à proximité.
- R 14. Il est permis à tout attributaire qui en a les moyens, de développer sur le terrain qui lui est affecté une exploitation agro-pastorale. Toutefois, il sera entièrement responsable des préjudices que son troupeau pourrait causer aux champs situés à proximité.

Section 6 : La zone pastorale

Dans ce type de zone, les règles suivantes sont appliquées, en sus des règles valables sur tout le territoire de la communauté rurale.

R 15. La zone pastorale est exclusivement réservée au bétail toute l'année. Toute occupation susceptible de gêner l'exercice de ce droit est interdite et passible d'une sanction pour manquement aux règles d'occupation des sols.

R 16. La pratique de l'agriculture est strictement interdite en zone pastorale. Tout contrevenant s'expose à une amende de 20 000 Fcfa.

Section 7 : La zone d'habitation

Dans ce type de zone, les règles suivantes sont appliquées, en sus des règles valables sur tout le territoire de la communauté rurale.

R 17. La zone d'habitation est constituée par les sites actuels des villages officiels, des hameaux qui leur sont rattachés et des zones d'extension définies par le POAS ou par les plans de lotissement validés par celui-ci. Ces zones sont clairement délimitées sur la carte des zones de vocation du sol qui est partie intégrante du Plan conformément à l'article 195 du code des collectivités locales.

R 18. L'installation sur une zone d'habitation est soumise à une autorisation préalable du Conseil rural ou d'une autorité dûment mandatée par ce dernier.

R 19. Les zones d'habitation sont prioritairement destinées à l'occupation humaine pour l'habitat, et les infrastructures villageoises. Toute occupation susceptible de gêner cet usage est strictement interdite.

R 20. Les plans des villages devront prévoir des pistes d'accès aux infrastructures communautaires pour les hameaux rattachés. La largeur minimale de ces pistes est de 20 mètres

R 21. Les zones d'extension des villages sont arrêtées ainsi qu'il suit :

Villages	Zones d'extension
Begaye Peulh	<i>Nord</i>
Bidiame Mouride	<i>4 côtés</i>
Bidiame Peulh	<i>Nord - Sud</i>
Bidiame Peulh K. Aïda	<i>Vers Bidiame Peul</i>
Mbirane Gaye	<i>Vers hameaux</i>
Dieye Wade	<i>4 côtés</i>
Dioungo Peulh K. Arona	<i>Ouest - Nord</i>
Ndiouss Dieye	<i>4 côtés</i>
Fass	<i>4 côtés</i>
Fass Peulh (Thissé Peulh)	<i>Est - Nord</i>
Gueuty Tef	<i>Nord - Ouest</i>
Gonio Bambara	<i>Est - Nord</i>
Gonio Cadior	<i>Ouest - Sud</i>
K. Assane Djiby Raki	<i>4 côtés</i>
Kabdou	<i>Se retrouve dans Fass</i>
Keur Modou Ndiaye I	<i>Se retrouve dans Fass</i>
Keur Modou Ndiaye Ii	<i>Nord - ouest</i>
Keur Gora Diagne Nar	<i>Ouest - Est</i>
Keur Gora Diagne Wolof	<i>4 côtés</i>
Keur Seya	<i>4 côtés</i>
Khataly	<i>4 côtés</i>
Khatete	<i>4 côtés</i>
Khelcom Diop	<i>4 côtés</i>
Mbabou	<i>4 côtés</i>
Mbakhass Peulh	<i>4 côtés</i>
Mbakhass Wolof	<i>4 côtés</i>
Mbathiass Dieye	<i>4 côtés</i>
Mbaye Mbaye Fall	<i>4 côtés</i>
Mbaye Mbaye Peulh	<i>4 côtés</i>

Villages	Zones d'extension
Mbaye Mbaye Sarr	<i>Ouest – Nord - Sud</i>
Mbindjie	<i>4 côtés</i>
Mboulouck	<i>4 côtés</i>
Mboye	<i>Est - Nord</i>
Mpal Dioungo	<i>4 côtés</i>
Ndabe Sow	<i>4 côtés</i>
Ndakhar Peulh I	<i>4 côtés</i>
Ndakhar Peulh II	<i>4 côtés</i>
Ndiobene Takhbeuth	<i>4 côtés</i>
Ndioubnane	<i>4 côtés</i>
Nguingui	<i>4 côtés</i>
Paye	<i>Est - Ouest - Sud</i>
Rimbakh K. Gora Faye	<i>4 côtés</i>
Semel	<i>Est – Ouest - Sud</i>
Sinthiou A. Ngom	<i>4 côtés</i>
Sinthiou Thirmoye	<i>4 côtés</i>
Takhbeuth Peulh	<i>4 côtés</i>
Takhbeuth Wolof	<i>4 côtés</i>
Talbakhle Peulh	<i>4 côtés</i>
Talbakhle Wolof	<i>4 côtés</i>
Tall Diop	<i>4 côtés</i>
Teud Bitty Ndogal	<i>4 côtés</i>
Teumb Peulh	<i>4 côtés</i>
Teumb Wolof	<i>4 côtés</i>
Thiokère	<i>Pas d'extention</i>
Thisse	<i>Se retrouve dans Fass</i>
Yade Peulh	<i>Nord - Est - Ouest</i>
Yade Wolof	<i>4 côtés</i>
Yassagne	<i>4 côtés</i>
Youkhoulene	<i>4 côtés</i>

Section 8 : Pistes de production

- R 22. Le tracé officiel des pistes de production pour l'accès aux villages, aux infrastructures communautaires, aux champs et aux points d'eau est défini par le schéma ci-après.
- R 23. Le tracé des pistes de production pourra être modifié, sur délibération du Conseil rural, chaque fois que le besoin se fera sentir.
- R 24. La largeur minimale des pistes de production est de 20 mètres, avec une ceinture de sécurité de 10 mètres de part et d'autres. Le non-respect de cette norme par une occupation, quelle qu'elle soit, expose à une amende pour contravention aux règles d'occupation du sol, et au risque de désaffectation.

Section 9 : Gestion foncière

- R 25. Le Conseil rural demeure, conformément à la loi, seul détenteur des compétences en matière d'affectation et de désaffectation foncières des terres du domaine national. Dans ses décisions, il veillera à respecter les choix des populations exprimés dans le Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols.
- R 26. Le Conseil rural est responsable de la circulation de l'information sur la situation et la gestion foncières. A ce titre, il devra tenir les populations informées des décisions prises concernant les terres, en particulier dans leurs zones. Le canal reconnu officiellement pour véhiculer l'information est le chef de village.
- R 27. Tout programme d'aménagement mis en œuvre dans la communauté rurale devra se conformer aux choix des populations exprimés dans le Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols. En particulier, il devra :
- i. intégrer la place de l'élevage : respect des pâturages, couloirs d'accès à l'eau et ceintures de sécurité ;
 - ii. respecter le tracé des pistes de production, que celles-ci soient aménagées ou non ;
 - iii. respecter les vocations définies pour la zone ;

- iv. Etre conçu en concertation avec les acteurs locaux dont au premier chef le Conseil rural.
- R 28. Le Conseil rural veillera au suivi rigoureux des affectations foncières pour s'assurer :
- i. de la mise en valeur effective et dans les délais définis par l'acte d'affectation ;
 - ii. d'un respect de la superficie et de la zone effectivement affectées.
- R 29. Tout attributaire d'une terre de la communauté rurale est tenu de respecter les vocations définies par le Plan officiel et d'affectation des Sols. Une mise en valeur contraire est passible d'une sanction pouvant aller jusqu'à la désaffectation.
- R 30. Le Conseil rural étudiera les possibilités d'établir des conventions locales de gestion des ressources naturelles avec les communautés rurales limitrophes.

Section 10 : Organisation pour l'application du POAS

- R 31. Pour un meilleur suivi de l'application du Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols, le territoire de la communauté rurale est divisé en quatre (4) zones de gestion.
- ⇒ La zone de Fass qui comprend les villages suivants : Mbindjie, Khatete, Khelcom Diop, Paye, Fass Peulh (Thissé Peulh), Semel, Keur Seya, Mboye, Kabdou, Fass, Thisse, Keur Modou Ndiaye I, Keur Modou Ndiaye II, Mbabou, Birane Gaye, Boubacar Médina Baye, Ndiouss Dieye,
 - ⇒ La zone de Thianialdé 1 qui comprend les villages suivants : Gaty Tef, Mboulouck, Rimbakh K. Gora Faye, Gonio Bambara, Takhbeuth Wolof, Ndiobene Takhbeuth, Takhbeuth Peulh, Gonio Cadior, Yade Wolof, Yade Peulh, Sinthiou Thirmoy, Ndioubnane, K. Assane Djiby Raki,
 - ⇒ la zone de Thianialdé 2 qui comprend les villages suivants : Yassagne, Talbakhle Peulh, Ndakhar Peulh I, Ndakhar Peulh II, Teud Bitty Ndogal, Keur Goro Diagne Wolof, Keur Goro Diagne Nar, Youkhoulene, Talbakhle Wolof, Tall Diop, Begaye Peul, Ndakhar Wolof.

- ⇒ la zone Diéri qui comprend les villages suivants : Mbaye Mbaye Sarr, Mbaye Mbaye Fall, Mbaye Mbaye Peulh, Nguingui, Teumb Peulh, Teumb Wolof, Ndabe Sow, Mpal Dioungo, Dioungo Peulh K. Arona, Khataly, Mbathiass Dieye, Ndieye Wade, Bidieme Peulh, Bidieme Mouride, Bidieme Peulh K.Aïda, Sinthiou A Ngom, Mbakhass Peul, Mbakass Wolof.

R 32. Des commissions de suivi du POAS sont créées dans les différentes zones de gestion. Chaque commission est constituée par les membres suivants :

- ⇒ les chefs de village de la zone
- ⇒ les conseillers résidents
- ⇒ un représentant des agriculteurs
- ⇒ un représentant des éleveurs
- ⇒ un représentant des femmes
- ⇒ un représentant des jeunes

R 33. Les commissions sont garantes de l'application des dispositions du présent plan. Elles peuvent être saisies par tout usager qui s'estime lésé ou qui est affecté par des manquements aux règles. Elles sont ainsi habilitées, après constatation, à tenter un règlement des conflits à l'amiable. En cas d'échec, elles transmettent le dossier au Conseil rural qui est seul habilité à opérer un arbitrage.

R 34. Dans l'arbitrage des conflits entre usagers du sol, les délibérations du Conseil rural devront se fonder essentiellement sur les règles posées par le POAS ainsi que les lois en vigueur en la matière devant les juridictions compétentes.

R 35. Les décisions du Conseil rural sont susceptibles de recours devant les juridictions et autorités compétentes, statuant selon les matières en litige.

Tout ou partie du POAS, aussi bien dans ses règles que dans les principes de répartition et d'utilisation de l'espace, peut être modifié par délibération du Conseil rural, à chaque fois que l'exigent les circonstances nouvelles liées à l'évolution du développement

R 36. Le Président du Conseil signera un Arrêté portant création de la Commission Technique chargée de la mise en œuvre et de l'application du POAS. Elle se composera des membres ci-après :

- ⇒ Le PCR ou son représentant désigné
- ⇒ Le Président de la Commission Domaniale
- ⇒ Le Coordonnateur des animateurs locaux
- ⇒ Le CADL
- ⇒ La SAED (Equipe POAS + Conseiller de la zone).

